AP
20
D32
no.15

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

Directeur : MAURICE BARDÈCHE

Dans ce numéro :

IL Y A DIX ANS...

Textes de

Drieu La ROCHELLE

Robert BRASILLACH

Maurice BARDECHE

•

R. P. REICHENBERGER :

Les crimes de guerre des Alliés

SOMMAIRE COMPLET, PAGE 2

UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

15

JUILLET 1954

PRIX : 100 F

SOMMAIRE

LES IDEES ET LES FAITS

Il y a dix ans.

- Maurice BARDECHE : Il y a dix ans...
- Pierre DRIEU LA ROCHELLE : Lettre à un ami gaulliste.
- Robert BRASILLACH : Juillet 1944.

NOUVELLES EUROPEENNES, NOUVELLES POLITIQUES

- Le Ministère Mendès.
- Nouvelles des mouvements nationaux :

  — La réunion du Rassemblement National à Wagram. — Le Congrès du Mouvement réformiste suédois. — Le Mouvement Social-National européen des Pays-Bas devant la Cour Suprême.

- Echos :

  — La jeunesse allemande en zone soviétique. — Le rapport américain sur l'Indochine. — La démocratie fonctionne en Turquie. — La démocratie fonctionne en Autriche. — Le Comité National de la Résistance a une postérité. — L'offensive contre Mac Carthy. — La délinquence juvénile et le problème de la ségrégation. — Ce qu'on peut lire dans les bulletins juifs. — Une appréciation de l'*Encyclopedia Britannica*. — La démocratie fonctionne en Allemagne.

NOS LECTEURS NOUS ECRIVENT

1° Nouvelle tempête économique.
2° F.-J. Gillet.

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE

— J.-C. KREMER : La jeunesse face à l'Europe.

— Pierre de CADILLAC : Les trusts, instruments des temps modernes.

— Pierre FONTAINE : Le Maroc victime d'un système.

— R.-P. REICHENBERGER : Les crimes de guerre des alliés.

RECIT

— Robert BRASILLACH : Journal d'un homme occupé (VII).

Juillet 1954 N° 15 Prix : 100 fr., Belgique : 14 fr. b.

Les idées et les faits

Il y a dix ans...

Il y a dix ans commençait l'invasion de l'Europe par les armées unies du bolchevisme et de la pseudo-démocratie ploutocratique. La criminelle politique à la réalisation de laquelle, jusqu'au dernier moment, des hommes se refusèrent à croire, allait se dérouler impitoyablement comme une mécanique aveugle et inhumaine. Nous nous disions : « *Ils* ne feront pas cette folie ; *ils* vont comprendre ; *ils* ont ce qu'ils veulent, les Allemands sont battus, *ils* vont les laisser se défendre à l'Est ». Mais cela continuait, insensible comme un cataclysme, réglé et monotone comme une force de la nature. Ce n'était pas une invasion, c'était une inondation. Deux nappes d'eau se rejoignaient par-dessus les montagnes et les villes, écrasant tout. Ce déluge s'arrêta quand il eut recouvert l'Allemagne. Alors, comme Noé, les hommes se levèrent avec le vol de la colombe et ils regardèrent le nouveau visage des continents. Et ils découvrirent ce spectacle : cela qu'on appelait l'Europe avait disparu, et, à sa place, bord à bord, s'affrontaient deux océans contraires, deux mers humaines, le continent atlantique et le continent soviétique. Et des insensés, sur la barque de Noé, allumèrent alors les lampions de la victoire.

Ce jour-là, on s'aperçut que la géographie l'emporte sur l'histoire. Les hommes, en général, croient faire de l'histoire, et, en général, ils font, en effet, de l'histoire. C'est souvent tragique, ce n'est pas toujours très grave. Car l'histoire est dans la vie, elle est dans le *devenir*, comme l'herbe, la forêt, les moissons, les cités : l'herbe repousse et aussi la forêt et es moissons et les cités se relèvent. Très vite, le passé, l'histoire, n'est plus qu'un vallonnement recouvert de blés nouveaux, une crête sur laquelle surgit un village ou une route, et on dit seulement devant quelque horizon gris, devant une plaine calme et qui n'est plus hantée : « Ici était la Haie Sainte, et ici la Belle Alliance et là passait jadis le chemin creux d'Ohain ». Mais la géographie n'est pas une Muse, la

géographie est une force, elle est une *donnée*. Elle ne répare pas, elle ne pardonne pas. Elle n'est pas de l'ordre de la vie, elle est de l'ordre de la physique. Elle ne s'apparente à la végétation, à la germination, à la renaissance, à l'espoir, elle s'apparente aux minéraux. Tout ce qu'on écrit en elle est indélébile et indestructible. Une île qui disparaît disparaît à jamais. Un continent aussi. Pour la première fois, les hommes avaient cessé de faire de l'histoire, ils venaient de faire de la géographie. Nous sommes prisonniers aujourd'hui — sommes-nous prisonniers sans retour ? — de la géographie qu'ils ont faite.

Toute la politique des Etats-Unis, depuis près de huit ans maintenant, est dirigée contre cette erreur essentielle de 1944 et contre ses conséquences. Ils se donnent une peine infinie pour faire ce que nous attendions d'eux alors, ce qu'un simple coup de téléphone de la Maison Blanche au général Eisenhower eût réussi à faire parfaitement. Ils regrettent cette Allemagne qu'ils ont détruite et ils suscitent aujourd'hui cette Europe que nous appelions. Et ils regardent avec terreur ce continent mort dont il ne reste plus que les récifs et ils ne savent plus comment lui redonner la vie.

Dix ans après l'invasion de l'Europe, le rêve que formaient alors les volontaires de la L.V.F. ou les Waffen SS est devenu la politique *officielle* du gouvernement américain. Le péril qu'ils avaient proclamé, le péril majeur est reconnu comme tel. L'appel aux armes qu'ils lançaient contre lui est répété par les chefs de gouvernement. Dix ans après leur défaite, cette nécessité qu'ils avaient dite s'impose. Contre les mensonges et les falsifications, les faits, les terribles faits dressent leur muraille de granit. L'idée vaincue, l'idée terrassée et souillée est redevenue l'évidence : on lui donne aujourd'hui un sceptre, on la hisse sur un trône, mais les grands-prêtres sont autour d'elle et l'ont barbouillée en putain. Dressez-vous donc, morts de la L.V.F., marchez, pendus, relevez-vous, fusillés ! C'est votre idée qui triomphe, mais avec une simple petite variante. Vous allez avoir l'honneur de vous faire tuer une seconde fois, mais cette fois-ci ce sera pour l'American Fruit, pour la banque Warburg et pour l'Imperial Chimical.

Car tout est là et il faut pourtant avoir le courage de voir clair. Mais il y a tel et tel empire », écrivait Drieu La Rochelle en juillet 1944, et ce fut la dernière phrase du dernier article qu'il écrivit, ce fut son dernier avertissement. Et il y a, en effet, telle et telle Europe. Et il y a aussi telle et telle C.E.D. Notre politique *officielle* écrit : « Debout, les morts ! » sur des grandes banderoles, mais les messieurs assis sur l'estrade ont de drôles de têtes.

Ils défileront, les bataillons de l'armée européenne ! Avez-vous oublié qu'ils défileront devant les murs de Spandau, de Werl et de Fresnes, devant le fort de Montrouge et

la prison de Nuremberg ? Ils salueront les petits sergents de l'armée européenne, ils salueront en faisant « tête droite » bien gentiment ! Et ils salueront qui ? Eh bien, parbleu, ils salueront M. Teitgen et M. de Menthon, lesquels, en rendant leur salut aux petits sergents de l'armée européenne, rendront hommage à leur manière aux idées de Pierre Laval et de Philippe Henriot. Seulement, dans cette histoire, ce sont les petits sergents qui se font tuer.

Prenons enfin conscience de ces contradictions et examinons-les *sans passion*. Car, je suis bien d'accord avec ceux qui disent qu'on ne peut pas faire de la politique avec des souvenirs et des sentiments. Mais, enfin, il y a des choses qu'il faut dire. Et il est nécessaire qu'il y ait dans un coin quelqu'un d'entêté qui les dise. Quand il n'y a, en fait, que deux politiques, celle du M.R.P. et celle des communistes, il faut bien finalement qu'on fasse une de ces deux politiques, mais nous la faisons *sous réserves*, comme disent les avocats. Il est bon de dire ces réserves.

L'armée europeenne, la communauté européenne, le front uni des nations européennes contre le bolchevisme sont la réapparition des idées-force de 1943-1944, et, à ce titre, elles réalisent, dans des conditions dramatiques, dans des conditions peut-être impossibles, mais elles réalisent incontestablement un programme que nous ne pouvons pas ne pas reconnaître. Elles le réalisent mal, elles le réalisent sans son contexte politique, la lutte intérieure contre le communisme par des gouvernements nationaux, mais elles sont un commencement de réalisation, cela est certain. D'autre part, il n'est pas moins certain que cette politique est réalisée par des antifascistes qui font profession de détester la forme qu'a prise dans le passé la lutte antibolchevique, qui l'ont condamnée et continuent à la condamner, qui entendent se servir du danger bolchevique et de la volonté nationale de défense contre le calchevisme pour consolider leur pouvoir et qui veulent bien refaire la L.V.F. sous le nom de C.E.D à condition que les volontaires de la L.V.F. restent des traîtres et ses survivants des parias.

Plus généralement, et en employant d'autres mots et d'autres références qui ne soient pas exclusivement françaises, la contradiction réside en ceci : les nations ploutocratique veulent utiliser contre le bolchevisme les méthodes et les troupes de l'anticommunisme européen, tout en imposant à ce regroupement une direction exclusivement ploutocratique agissant dans le sens des intérêts de la ploutocratie.

Devons-nous refuser d'être les mercenaires d'un « système » que nous avons toujours rejeté et que nous rejetons avec la même obstination qu'autrefois, refuser de reconnaître l'idée des nationaux européens dans le travestissement qui nous en est proposé sous le nom de C.E.D. et de communauté

européenne, ou devons-nous accepter les avantages politiques que nous offre l'idée européenne, même sous cette forme, et l'accepter comme une des étapes de notre but final ?

Disons tout de suite que, sur cette question qui risque de diviser les forces nationales, nous refusons catégoriquement de soutenir les condamnations et les exclusives et que nous acceptons très largement toutes les positions et toutes les réactions. A dix ans de distance, les vainqueurs de 1944 n'ont rien fait pour apaiser les souffrances, les injustices et les crimes qui ont accompagné leur victoire. A ceux qui refusent d'être aujourd'hui les mercenaires du vainqueur, nous n'avons rien à opposer sur le plan du sentiment. Il est vrai que les hommes qui furent à la tête de la lutte antibolcheviste dans le passé sont toujours dans les prisons des Alliés, que rien n'a été fait pour réhabiliter la mémoire de ceux qui ont été les victimes du vainqueur ; il est vrai que des milliers de soldats de la bataille qu'on nous demande de mener aujourd'hui ont été salis, déshonorés, calomniés, persécutés, qu'aucune réparation ne leur a été faite, que l'Amérique d'Eisenhower ne vaut pas mieux à cet égard que l'Amérique de Truman ; il est vrai que les conditions absurdes et discriminatoires qu'on impose à l'Allemagne pour son entrée dans la C.E.D. et pour sa participation à l'Europe diminuent tragiquement l'efficacité de toute entreprise européenne au nom de défiances et de petitesses qui devraient définitivement appartenir au passé, que le traité de Bonn, qu'on nous présente aujourd'hui, rappelle trop à ceux qui ont quelque mémoire le diktat de Versailles ; il est vrai qu'il est absurde et dégradant d'exiger l'annexion de la Sarre comme pourboire de la réconciliation franco-allemande ; il est vrai que l'Europe qu'on nous propose est militairement, économiquement et politiquement dépendante des Etats-Unis, que les internationales financières y ont une place que nous leur refusons et que nous continuerons à leur refuser, qu'elle est l'Europe qu'on nous impose et non pas l'Europe que nous demandons.

Lorsque nous retrouvons ces protestations dans les articles ou les déclarations de nos camarades à l'étranger, nous ne pouvons leur donner tort, et nous regrettons même que les journaux qui représentent chez nous les idées de l'opposition nationale ne fassent pas plus de place à ces réserves. Car, il y a des « préalables » du parti socialiste et des « préalables des partis réactionnaires, il y a aussi des « préalables » des nationaux à la C.E.D., et nous ne devons pas omettre de les mentionner (mais nous sommes trop souvent les seuls à le faire). Ces préalables des nationaux sont aussi les préalables du bon sens et du réalisme. Nous les avons souvent exprimés. Nous ne pouvons que les répéter une fois de plus : liquider définitivement et sans séquelle d'aucune sorte toutes

les condamnations portées du fait de la guerre au moyen d'une *amnistie générale européenne ;* assurer à l'Allemagne et à l'Italie une *égalité des droits véritable* et leur permettre d'entrer dans la communauté européenne avec le développement maximum de leurs forces ; *respecter les structures nationales* dans tout projet de communauté ; *réserver aux Européens la direction des intérêts européens* et garantir à la communauté européenne les conditions politiques d'une *indépendance véritable.* Nous ne pouvons pas montrer d'hostilité à ceux qui, considérant que ces préalables ne sont pas satisfaits, se déclarent finalement hostiles aux traités de Bonn, tels qu'ils sont conçus actuellement.

Affirmons-le en toute clarté : notre Europe n'est pas celle de M. Teitgen, de M. de Menthon, de M. Jean Monnet et de M. René Mayer ; nos solutions ne sont pas non plus les solutions de M. Teitgen, de M. de Menthon, de la Haute Autorité, des grandes banques, de MM. Lazard et des cartels internationaux. Notre rôle est, au contraire, d'opposer des solutions nationales à des solutions d'essence et d'inspiration internationales. Notre rôle est de ne pas permettre que l'Europe soit utilisée comme la première étape, vers un gouvernement mondial dirigé contre les nations, mais au contraire qu'elle soit un moyen de défense des nations et des idées nationales contre toute tentative d'un gouvernement mondial.

Rappeler ces conditions, les rappeler clairement, les rappeler sans cesse, ce sera notre contribution à ce que M. Mendès appelle la confrontation sur la C.E.D.

Tout cela est vrai, tout cela est juste, tout cela est le froment de notre pensée. Mais, maintenant, comment allons-nous réaliser un jour cette pensée, nous qui sommes une minorité aujourd'hui, et non seulement une minorité, mais une minorité prisonnière de notre géographie, empreinte et clouée dans notre condition géographique comme ces insectes qu'on retrouve intacts dans des blocs de quartz ?

Il y a dix ans, des hommes de tous les pays d'Europe pataugeaient dans la boue d'Ukraine et, mêlant leurs langages et leurs écussons, cette armée insolite pareille à la Grande Armée, cette salade d'hommes et de nations, montait au rempart de l'Europe, comme jadis les bourgeois d'une ville assiégée.. Et en face d'eux, une autre marée aussi diverse, des Khirghizses, des Kalmouks, des Mongols sur leurs petits chevaux, tout le frai humain de l'Asie battant nos murailles, donnait son sens à cette défense qui était celle des hommes blancs d'Europe contre les avant-gardes de l'Asie. Et il y a vingt ans, des hommes de toutes les nations d'Europe avaient dressé leurs drapeaux dans leurs capitales et ils s'étaient rassemblés autour de ces drapeaux pour que la folie et le meurtre et les grand vent de l'Asie ne passent point sur leurs

demeures. Et ils avaient fait une digue autour de l'Occident et ils avaient donné à l'Occident une seule âme et une seule volonté. L'armée européenne qu'on nous propose, ce n'est pas cela. L'Europe qu'on nous propose, ce n'est pas cela. Mais la mer humaine qui bat les remparts de l'Europe, nous la connaissons, elle, c'est bien cela, elle n'a pas changé. Et il n'y a pas, au fond, d'autre moyen de se défendre contre elle que les méthodes et l'esprit des combats d'autrefois. Les autres peuvent écrire tout ce qui leur plait sur les chiffons de papier. Ils peuvent écrire que l'Europe sera démocratique, qu'elle sera antifasciste, qu'elle n'aura pas plus de vingt-quatre divisions et qu'on ne fabriquera pas de tanks lourds à l'est de la ligne Ostende-Dragnignan. Nous savons bien, en réalité, que la main de fer de la réalité fera sauter toutes ces règles. Le dogme de la lutte contre le bolchevisme est le commencement de tout : il impose finalement sa politique intérieure, sa stratégie, ses structures, en dépit de tous les chiffons de papier, et nous savons bien qu'il aboutira à notre Europe et non à une autre.. Nous partirons de l'Europe que nous ne voulons pas et qui ne veut pas de nous, mais nous aboutirons un jour, malgré les pactes, à l'Europe que nous voulons et que nous ferons.

Dans le chant sacré des heures sombres, il était écrit que le combat de l'Europe était « contre le front rouge et la réacion ». Ce combat n'a pas changé pour nous. Mais cette guerre sur deux fronts a déjà été fatale à l'Europe qui a été envahie et conquise à la fois par le front rouge et par la réaction. Le même destin nous attend si nous faisons la même faute. L'Europe-troisième force existera un jour, ce sera le terme de notre effort, mais elle *n'existe pas* aujourd'hui. Il faut réfléchir, il faut décider en politique à partir de ce qui existe et non à partir de fantômes. Il n'y a aujourd'hui que deux mondes, en fait, deux mondes auxquels nous n'appartenons pas et auxquels nous refusons d'appartenir, mais il n'existe que ces deux mondes, le monde atlantique et le monde bolchevique. Qui n'est pas de l'un est de l'autre, qui refuse son alliance à l'un, la donne automatiquement, et par ce refus même, à l'autre. Nous refusons et nous refuserons toujours de nous reconnaître comme une partie du « monde atlantique », concept de marchands et de financiers : à la conception atlantique, nous opposons l'Europe continentale, union et communauté des seules nations d'Europe pour la défense de leur terre et de leur race. Mais pour que cette Europe continentale soit un jour autre chose qu'un rêve, il faut d'abord lui assurer les conditions de sa naissance. Désigner l'Amérique comme l'ennemi tant que nous n'avons contre l'Armée Rouge aucune précaution militaire, crier avec les communistes *U.S. go home* quand les divisions bolcheviques n'ont qu'à enfoncer une palissade, c'est se faire

le complice du bolchevisme et l'aider à tuer l'Europe avant sa naissance.

Certes, cette thèse serait plus facile à soutenir si les Américains ne s'obstinaient pas, dix ans après la mort de Roosevelt, à se promener à travers le monde avec les haillons de la politique inventée par lui. Elle serait plus facile à soutenir si nous ne sentions pas clairement que le monde occidental est résolument hostile avant tout aux régimes qui sont décidés à affranchir les peuples d'Europe des exactions et de l'exploitation des grands trusts internationaux. Tout cela est vrai, mais notre choix n'en est pas moins clair. Pour réaliser notre but final, nous pouvons choisir comme allié l'un des deux camps, le camp bolchevique ou le camp ploutocratique. Refuser toute alliance au nom d'un principe, c'est une position intellectuelle facile et séduisante, mais ce n'est qu'un jeu d'intellectuel : dans la position géographique où nous sommes, c'est, en fait, servir la politique bolchevique, c'est condamner la classe ouvrière à l'esclavage en lui faisant croire qu'on la défend, c'est condamner l'Europe à la colonisation tout en affirmant le contraire.

Notre camarade Jean Lesieur rappelait l'autre jour, à Wagram, à la première réunion du Rassemblement National, la parabole de Lénine : nous ne monterons pas tout droit à notre but, mais souvent nous prendrons le chemin muletier, et nous semblerons souvent reculer et faire des détours et tourner le dos à notre but, mais nous savons toujours où nous allons et nous y parviendrons plus sûrement que ceux qui suivent la ligne droite, escarpée et inaccessible. L'armée européenne, l'alliance américaine sont parmi ces chemins muletiers. Ils semblent nous faire tourner le dos à notre but, ils nous en rapprochent en réalité. Le front antibolchevique est l'arme la plus efficace que nous puissions avoir. C'est lui qui nous rendra une place dans nos cités et une place dans le monde. Nous serons des mercenaires d'abord, mais à ces mercenaires on donnera des armes. Nous serons une chair à canons, mais cette chair à canons aura une voix et il faudra l'entendre. Les lois de la guerre dérouleront leur logique d'airain et cette logique fondera notre puissance. Et les contrats, les traités, les chiffons de papier ne prévaudront point contre elle. Car nous ne croyons pas aux traités, nous ne croyons pas au droit international, nous ne croyons pas aux cachets, aux sceaux et aux signatures, auxquels personne ne sroit en effet. Mais nous croyons à la force : comme tout le monde.

Il y a dix ans, les hommes qui voulaient faire l'Europe et qui voulaient la faire contre tous les ennemis à la fois furent écrasés par la coalition aveugle des intérêts qu'ils avaient défiés. Apprenons cette leçon de l'histoire. Servons-nous des coalitions et n'en provoquons pas contre nous.

Combattre l'Europe, c'est aujourd'hui nous combattre. Dé-

truire l'Europe, c'est détruire tout notre espoir. Si la coalition anti-européenne rassemble aujourd'hui toutes ses forces, ne la laissons pas jouir de l'amertume que'lle peut trouver en nous.

S'il nous arrive de dire des lèvres des phrases qui ressemblent à celles que dit M. Bidault ou à celles que dit M. René Mayer, ne prenons pas M. Bidault pour un homme d'Etat et M. René Mayer pour un chevalier des temps modernes. L'un et l'autre, ils sont pour nous des instruments. Et il est bon, il est nécessaire que nous le rappelions périodiquement, mais il est bon aussi que nous en gardions le souvenir.

Il y a dix ans s'abattaient les grandes digues de l'Europe et les eaux de la destruction et du mal bouillonnaient de toutes parts dans nos villes. Elles y sont encore, ne l'oublions pas. Et je reviens, pour finir, à cette géographie implacable de laquelle je parlais au commencement. Cette lave durcie de la présence et de la pensée étrangères, elle s'est cristallisée dans nos terres d'Europe, elle la recouvre toute entière, elle *est* pour l'instant notre Europe.. Il n'y a pas d'Europe aujourd'hui, mais seulement la rencontre de deux coulées de lave hostiles, la frontière au milieu même des terres d'Europe de deux continents nouveaux. Reconstruit-on les villes englouties ? Europe sourde, Europe recouverte et ensevelie, répondras-tu dans le silence de la brume ? Nos voix ne sont peut-être plus que les clochers de la ville d'Ys qu'on entend sonner sous la mer. Europe de nos camarades, Europe de notre cœur, ô Atlandide, qule dieu te fera sortir des eaux ? Nous parlons, nous parlons, mais la géographie implacable n'a-t-elle pas déjà moulé nos fautes dans ses basaltes sans lendemain ? Le chemin muletier de Lénine, tous les chemins muletiers du monde, ils ne mènent peut-être plus qu'à un précipice que la dernière secousse a creusé pour l'éternité et que nous ne franchirons jamais plus.

Pour l'éternité ? Dans vingt ans peut-être nous sourirons en relisant ces phrases.

MAURICE BARDECHE.

IL Y A DIX ANS...

Pierre DRIEU La ROCHELLE :

Lettre à un ami gaulliste

Nous reproduisons ci-dessous le dernier article donné par Pierre Drieu La Rochelle à l'hebdomadaire Révolution Nationale, *à la fin de juillet* 1944. *Ce sont les dernières pages politiques qu'il ait écrites.*

Le génie grec a survécu près de quinze cents ans à la chute d'Athènes. Mais, ce que je veux te faire remarquer, c'est qu'Athènes n'était plus Athènes, l'Athènes de Marathon et de l'empire maritime. Et que, quand les Athéniens attendaient avec une impatience hystérique la nouvelle de la défaite d'Alexandre en Perse ou se réjouissait à l'annonce de sa mort, cela faisait une vaine, une petite convulsion autour de leur destin qui était scellé.

Oh, certes, il y a eu encore des révoltes athéniennes, des armées athéniennes, tantôt contre un occupant, tantôt contre un autre. Mais...

Mais, j'aime trop l'Athènes de Marathon, l'Athènes d'Eschyle, qui est une âme dans un corps, une âme haute

dans un corps victorieux, pour la confondre avec l'esprit grec d'Alexandre qui est désincarné.

Nul plus que moi ne goûte le néo-platonisme, mais on ne me le fera jamais confondre avec le platonisme, qui lui-même n'est que le reflet sublime de quelque chose qui était avant Platon.

Je ne veux pas qu'on me bourre le crâne. Je veux savoir exactement le degré de ma température, je ne veux pas qu'un gouvernement me dérobe le thermomètre et me fasse croire que j'ai 37° 2 quand j'ai 39° 8. Je veux savoir précisément où j'en suis de ma vie ou de ma mort.

Tu es optimiste, tu es « gaulliste » : j'ai connu, je connais encore des « collaborateurs » qui sont optimistes. Moi, j'ai toujours été pessimiste, j'ai été fasciste par pessimisme.

Maintenant, je suis surtout socialiste, ce qui ne veut pas être une façon de me dérober à mes responsabilités.

Je ne suis optimiste qu'en tant que socialiste et Européen, parce que là, il ne s'agit plus du destin condamné d'une nation condamnée *comme toutes les nations* (les nations suzeraines se noient dans les empires comme les nations vassales), mais du destin nouveau d'un empire et d'une forme de société qui va remplir les siècles.

Les Grecs, sortis de leurs petites cités désaffectées, ont joué un grand rôle dans les empires qui ont succédé aux cités autour de la Méditerranée. Des guerriers grecs, des penseurs grecs, des politiques grecs, des artistes grecs ont porté sur leurs épaules, autant que les Macédoniens et les Romains, le destin temporel et spirituel des grandes entreprises poursuivies à la mesure du monde d'alors.

Si la France meurt à une certaine idée de priorité, d'autonomie, de souveraineté, de suprématie, je sais bien que les Français vont revivre : sinon dans une « fédération socialiste » avec l'Allemagne, ou dans une « fédération démocratique » avec l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, la Suisse, ou plutôt — et mieux — dans une « fédération soviétique » avec la Russie. Ce sera très bien, mais qu'on ne mélange pas les torchons avec les serviettes et qu'on ne vienne pas me dire que c'est la même chose. Non, ce n'est pas la même chose, c'est autre chose.

Donc, je suis pessimiste et optimiste. Si tu t'en tiens à ta vieille conception de la France seule, de la France indemne, de la France intangible, je suis horriblement pessimiste, d'un pessimisme rageur, insupportable ; si tu t'ouvres à la conscience, à la lucidité, alors je deviens optimiste, et sans arrière-pensée, sans regrets, sans remords, sans mau-

vaise conscience, sans complexe d'infériorité, sans esprit de persécution, je vous souhaite bonne chance. Et je vous dis : « Soyez de plus joyeux, de plus heureux collaborateurs que nous, soyez d'amples fédéralistes qui admettent carrément le principe d'hégémonie qui est dans toute fédération. »

Mais ne viens pas me dire que moi j'étais un collaborateur et que toi tu ne l'étais pas et ne le seras pas toujours. Voyons, ton cousin est membre de l'Intelligence Service, il a prêté serment au roi d'Angleterre comme officier anglais. Cela vaut un tel qui est SS et a prêté serment au Führer, et X..., Y... ou Z... qui sont liés jusqu'à la mort à Moscou.

Et ne viens pas me dire que tu n'admettras jamais l'inégalité dans la fédération britannique, américaine ou russe. Tu l'admets pratiquement, cette inégalité, dans mille formes, sous mille subterfuges, depuis vingt ans et plus. Tu trouvais tout naturel que Daladier allât à Londres, que de Gaulle y retourne maintenant, et c'est pourquoi j'ai ricané quand tu as hurlé contre certains déplacements du vieux maréchal. Déplacements, d'ailleurs, sans aucune signification.

Je voudrais que tu te l'avoues, plutôt que tu ne me l'avoues, que l'Indochine sortie des mains japonaises ne sera pas plus libre dans les mains d'une « commission économique internationale », que la rive gauche du Rhin ne remplacera pas la tutelle sur l'Empire, que les prévenances de Churchill et de Roosevelt ne vaudront pas mieux que les silences d'Hitler, que les fêtes littéraires en l'honneur de la France à Moscou n'ont pas d'autre signification que tel ou tel coup de chapeau donné par tel ou tel occupant au « génie spirituel » de la France.

Le génie spirituel sans génie temporel, c'est de la crotte. C'est pourquoi je mets mon espoir dans le génie spirituel de la France, réincarné dans tel ou tel empire.

Seulement, voilà, il y a tel et tel empire.

Pierre DRIEU LA ROCHELLE.

IL Y A DIX ANS...

Robert BRASILLACH :

Juillet 1944

Ces quelques pages extraites des mémoires inédits de Robert Brasillach décrivent l'atmosphère de Paris dans les derniers jours de juillet 1944 : elles furent écrites en prison quelques mois plus tard.

Les derniers jours à Paris sous l'occupation allemande furent extraordinaires. J'en conserverai toute ma vie le souvenir, comme celui d'un paysage irréel, éclairé d'avance des lueurs d'orage, mais d'une étonnante douceur, comme dans les plus belles toiles du Tintoret. On sentait que tout allait finir d'une période désormais condamnée, on ne savait vers quels événements on marchait, on devinait à chaque pas la catastrophe sans visage, on pouvait tout craindre, la mort, l'émeute, les bombes, la ville rasée —, et pourtant il faisait un ciel merveilleux, les femmes étaient adorables, et on s'arrêtait, parfois, devant les paysages les plus magiques, la Seine, le Louvre, Notre-Dame, en se demandant ce que tout cela deviendrait demain.

On regardait partir les Allemands : sans méchanceté, avec une ironie prudente, la foule s'amassait autour des hôtels réquisitionnés que l'on déménageait, et parfois marchandait avec les Fritz des provisions ou une paire de bottes. La situation matérielle s'aggravait à la vitesse d'une avalanche. Il n'était plus question d'amener des trains à Paris ni d'en faire partir. Il y avait une heure ou deux d'électricité par jour, encore raccourcies par les pannes. Plus un seul cinéma ne fonctionnait. Parfois, des spectacles de music-hall

s'installaient dans les salles que l'on pouvait éclairer à « la lumière du jour », et deux ou trois théâtres encore essayaient de se maintenir. On jouait deux pièces désespérées et noires, l'admirable *Antigone* de Jean Anouilh, depuis l'hiver, le *Huis-Clos* de Jean-Paul Sartre, depuis deux mois. Je revins voir cette dernière, le dernier soir où Paris ait eu des spectacles, avec Maurice et Henri Bardèche, le 17 août. J'allai quand même à la Bibliothèque Nationale terminer mon *Anthologie Grecque,* besogne paisible au milieu des catastrophes. Les prix des restaurants de marché noir montaient à une allure vertigineuse : de jour en jour, pour le même repas, les additions s'enflaient d'une centaine de francs. Les boulangeries, faute de combustible, ne pouvaient cuire tout leur pain, et, dès l'aube, on voyait s'installer des files d'attente à leurs portes, ce qu'on n'avait jamais vu de toute l'occupation. Le métro ne marchait à peu près plus. Mais on ne donnait plus l'alerte si des avions venaient à passer.

Nous passâmes ces journées en courses, en conversations, en attentes, comme si nous étions désaffectés de toute notre existence passée. Je voyais chaque jour Henri Poulain, presque autant Well qui avait eu l'idée saugrenue d'entrer à la Milice en juin, et nous ne lui épargnions pas nos brocards anarchistes. Nous préparions nos quartiers de retraite, avec force plaisanteries. Depuis quelque temps déjà, nous avions presque tous de fausses cartes d'identité, et même un cachet pour en fabriquer, que m'avait fait graver un camarade de captivité. Il suffisait d'un cachet provincial, et, dans cette absence de moyens de transports, tous les « repliements », tous les déplacements et surtout toutes les immobilisations étaient vraisemblables. Mais il faut dire qu'une carte, c'est bien peu pour une recherche un peu approfondie, et que nous manquions étrangement d'autres faux papiers : les communistes font les choses de façon un peu plus sérieuse que nous, qu'on accuserait si faussement plus tard, d'occointances avec toutes les polices.

Les bruits les plus variés couraient. Tantôt on annonçait encore que les Américains étaient à Chartres, à Rambouillet, tantôt on démentait cette avance brusque : mais tout le monde sentait que ce n'était qu'une question de jours. On racontait qu'aussitôt arrivés, les Américains réduiraient les billets de banque au dixième de leur valeur. Chacun essayait d'échanger les billets de 5.000 francs, surtout menacés, puis de 1.000, puis même de cent. Il y eut une sorte de folie. Nous allions de restaurant en restaurant, dans une douce euphorie de catastrophe, nous disant que demain nous ne serions peut-être plus là. Je me souviens d'un dîner près de l'Odéon

avec Henri Poulain, la Sirène, Well Allot et sa femme. Le matin, j'avais déjeuné avec Well dans une crémerie d'étudiants de la rue Tournefort, chez Solange, où j'allais de temps en temps. Nous avions retenu une table au début de l'après-midi, où une noce de cinquante couverts commençait un repas pantagruélique au rez-de-chaussée. A 8 heures, quand nous arrivâmes, la noce en était aux liqueurs et aux chansons. Le patron du restaurant, sur les marches de l'escalier, récitait un monologue comique. Quatre ou cinq Allemands, attirés par le bruit, fraternisaient avec les garçons d'honneur, et parfois l'un d'eux sortait pour traduire les plaisanteries qu'il entendait au chauffeur d'une voiture qui restait dehors. On criait : « Vive la paix ! » C'est la première fois que j'ai entendu ce cri sympathique. Une douceur ivre flottait. C'était à quelques jours de la chute de Paris.

Nous fîmes là et ailleurs quelques « derniers dîners » qui n'étaient jamais les derniers. Nous étrennâmes un restaurant nouveau, qui s'ouvrait le 13 août rue Gay-Lussac. Un soir, je fus invité à l'Institut Allemand ; c'était visiblement, celui-là, un dîner d'adieu, très intime. Le soir était beau. Dans le jardin, nous restâmes longtemps à causer, à évoquer ce qui avait été, ce qui aurait pu être. Les arbres laissaient tomber leur douceur, il y avait encore des moments délicieux, et les veillées funèbres ont leur charme. Demain, l'Institut allait fermer : mais pourquoi ne nous retrouverions-nous pas après la guerre ? La besogne qu'avait faite l'Institut en France, tous les intellectuels français de bonne foi pouvaient en témoigner, avait été sans hypocrisie, et les services étaient grands qu'il avait rendus aux vies humaines, et à la poésie des deux peuples. La « collaboration », sous sa forme passée, avait échoué, ce n'était pas douteux, pour toutes sortes de raisons : mais elle avait été un idéal assez noble, et il faudrait bien y revenir un jour. Je n'entendais pas rien en renier. Pour moi, je sentais encore rôder sous ces arbres l'ombre vivante et douce de mon ami Karl Heinz Bremer. Peut-être valait-il mieux qu'il n'eût pas vu tout cela, cet écroulement, ce départ. C'est ce que me dit Gérard Heller, qui avait été son camarade. Je le pensais aussi. Le docteur Epting, très amicalement, essaya de me persuader d'aller en Allemagne, me mettre à l'abri. Je lui exposai les raisons pour lesquelles je ne voulais pas suivre son conseil. Il me dit qu'il ne pouvait me donner raison, et puis il ajouta : « Mais, si j'étais Français, je ferais sans doute comme vous. »

Robert BRASILLACH.

Nouvelles européennes
Nouvelles politiques

Le Ministère Mendès

Accueillie avec stupeur à l'étranger, la constitution du ministère Mendès ne nous surprend pas. Elle confirme ce que nous attendions depuis dix-huit mois : retour à l'esprit de 1945 et renversement des alliances.

Le ministère Mendès signifie l'abandon camouflé de l'Indochine, une paix de capitulation, déguisée devant l'opinion par la soi-disant adhésion du Vietminh à l'Union Française. Dans trois ans, la conséquence de l'armistice qui se prépare sera notre éviction totale et définitive de toute l'Indochine. Le ministère Mendès signifie également l'application à l'Afrique du Nord de la politique de Brazzaville, déjà fatale à notre Empire : avant deux ans, l'expérience Mitterrand-Fouchet nous aura conduit en Afrique du Nord à la guerre civile. Le ministère Mendès signifie enfin l'abandon de l'idée européenne, le renforcement de l'Entente cordiale au détriment de l'alliance allemande, une politique de destruction de l'Europe sous des prétextes nationaux, et finalement une politique de division qui ne servira que la Chine et la Russie.

Ministère d'un ambitieux, décidé à arriver à tout prix, ministère de Londres-Alger, ministère « muscle », ministère de brain-trust, ministère d'aventuriers, il est la combinaison dont il faut tout attendre, police, scandales, désastres. C'est du Mandel d'après-guerre.

Nouvelles des Mouvements Nationaux

LA REUNION DU RASSEMBLEMENT NATIONAL A WAGRAM

Nos camarades du *Rassemblement National*, secrétaire général Jean-Louis Tixier-Vignancour, ont tenu le vendredi 11 juin à la salle Wagram leur première réunion à Paris.

Devant 2.000 personnes, qui firent aux orateurs un accueil enthousiaste, le *Rassemblement National* présenta quelques-uns des camarades qui font partie de son bureau politique, Frouard, ancen membre du conseil national du R.P.F., Allione, secrétare général de la Confédération des artisans, Wagner, des anciens d'Indochine, Delagoutte, délégué des camarades des usines Simca, Thénot, des syndicats indépendants, Jean Lesieur, collaborateur régulier de notre revue que nos lecteurs connaissent bien. Des élus municipaux de Paris et de banlieue avaient également tenu à manifester leur sympathie par leur présence.

Ce vaste éventail politique souligne bien le caractère de « rassemblement » que Tixier-Vignancour veut donner à son mouvement, en associant à une tâche commune des hommes qui ont la même pensée nationale et que les circonstances avaient séparés jusque-là. C'est ce que vint dire Frouard, dans une intervention vigoureuse et prenante qui fut longuement applaudie et dans laquelle il expliqua pourquoi le mouvement gaulliste avait déçu ses partisans les plus ardents. C'est ce que vint dire Thénot, qui fut en 1934 un des fondateurs du Front Populaire et qui montra comment la démocratie parlementaire avait trahi les espoirs de la classe ouvrière. Après un très bon exposé d'Allione, Jean Lesieur analysa les fautes des partis nationaux depuis vingt ans, et, dans une admirable intervention, à la fois passionnnée, lucide et précise, il traça les grandes lignes d'une discipline de pensée nouvelle pour les nationaux. Tixier-Vignancour termina sa réunion en indiquant, dans un discours d'un très grand bon sens et d'une parfaite lucidité politique qui fut longuement applaudi, les grandes lignes de l'action du *Rassemblement National*, et il s'associa à la campagne commencée ici même au mois de janvier de cette année pour la dissolution du parti communiste et reprise par nos camarades de *Rivarol* et par les anciens d'Indochine.

Le grand succès de cette réunion

conforme les espoirs que nous avions mis dans le *Rassemblement National*, dont l'élection du Pas-de-Calais avait déjà prouvé l'efficacité. Le *Rassemblement National* doit maintenant s'attaquer aux problèmes d'organisation et d'implantation, desquels dépend son avenir politique et donner les directives claires d'action et de programme à toute l'opinion nationale. Nous souhaitons qu'il trouve, pour remplir cette tâche les hommes et les moyens qui lui sont nécessaires.

Nous constatons avec plaisir que le mouvement national dont nous n'avons cessé de souhaiter la formation depuis trois ans fait aujourd'hui son apparition sur la scène politique. Tous nos camarades doivent apporter à une telle tentative leur appui et leur sympathie agissante. Leur place est aux côtés de nos camarades du *Rassemblement National*.

LE CONGRES DU MOUVEMENT REFORMISTE SUEDOIS

Le Congrès du *Mouvement Réformiste Suédois* de Per Engdahl a eu lieu à Malmö les 5 et 6 juin. Les travaux du Congrès ont permis de constater les progrès accomplis par le mouvement de Per Engdahl, et en particulier l'établissement de liaisons efficace avec certains pays voisins représentés au Parlement. Les différentes sections nationales du *Mouvement Social Européen* avaient tenu à s'associer à cette manifestation par des télégrammes de sympathie, tandis que notre camarade Karl-Heinz Priester apportait aux camarades du Congrès le salut de nos camarades allemands.

LE MOUVEMENT SOCIAL-NATIONAL EUROPEEN DES PAYS-BAS DEVANT LA COUR SUPREME

Le 18 mai dernier, la Cour Suprême des Pays-Bas a fait connaître sa décision concernant le pourvoi en cassation du Procureur Général de la Cour d'Amsterdam contre la décision de cette dernière acquittant les responsables du Mouvement Social National-Européen, Paul van Tienen et Jan Aksel Wolthuis.

Dans son verdict du 4 février 1954, la Cour d'Amsterdam jugeait que le N.E.S.B., l'expression du Mouvement Social Européen aux Pays-Bas et en Belgique, n'était nullement une continuation de l'ancien parti national-socialiste et ne poursuivait pas non plus les buts de ce parti. Devant la Cour de cassation, l'avocat général Lœff conclut que la Cour d'Amsterdam n'a pas examiné l'action du mouvement, mais a étudié exclusivement ses tentances et sa position idéologique. La Cour de Cassation s'est ralliée à l'opinion de l'avocat général et a renvoyé l'affaire devant la Cour de Justice de La Haye.

La Cour Suprême a considéré que pour établir si une organisation est contraire à l'ordre public et doit être interdite par la loi, il est non seulement nécessaire d'examiner si elle est analogue dans ses bases et buts à celles d'une ou plusieurs organisations interdites et dissoutes, mais qu'en plus il est indispensable d'attacher une grande attention aux activités de fait de l'organisation, lesquelles peuvent justifier l'accusation d'illégalité, si elles tendent à la continuation ou à la réalisation des buts des organisations interdites.

Echos

LA JEUNESSE ALLEMANDE EN ZONE SOVIETIQUE

La question de la « Freie Deutsche Jugend » (F.D.J.) ou « Jeunesse allemande libre » a été il y a trois ou quatre ans un grave sujet de préoccupation pour l'Allemagne occidentale. Avec leur habileté ordinaire, les bolchevicks avaient tout sacrifié pour s'attacher la jeunesse, dont ils avaient fait leur objectif essentiel. Ils avaient ressuscité pour la F.D.J. ce qui faisait autrefois le prestige de la Hitlerjugend et ils avaient obtenu des résultats incontestables dont la grande manifestation de Berlin, il y a deux ans, avait été la preuve. L'Allemagne occidentale s'apercevait avec inquiétude, non seulement qu'elle n'avait rien à opposer, comme on peut le croire, à cette jeunesse communiste, mais encore qu'elle devait considérer comme inutile toute espèce de *rééducation* dans l'avenir de jeunes fanatiques qui méprisaient avec fermeté, et avec d'assez bonnes raisons, nos aimables régimes de démocratie parlementaire.

Cette situation s'est modifiée profondément depuis trois ans. L'introduction en Allemagne orientale de la préparation militaire et la transformation des organisations de jeunesse de la F.D.J. en groupes d'entraînement militaire obligatoires pour les garçons et les filles de 20 à 22 ans, a fait disparaître tout l'enthousiasme initial. Les jeunes ouvriers, aussi bien que les jeunes étudiants, montrèrent peu de goût à voir leurs organisations devenir un réservoir de la Volkspolizei et des groupes de partisans. Les désertions se multiplièrent et l'opposition grandit brusquement, malgré les arrestations et les mesures de contrainte, surtout dans les milieux d'étudiants. Actuellement, beaucoup de sections locales de la F.D.J. sont incapables de fonctionner en raison de la baisse des effectifs. La perspective d'être engagés dans un conflit avec l'Allemagne occidentale est catégoriquement repoussée par les jeunes Allemands de l'Est. Aujourd'hui, la F.D.J., abandonnée dans les derniers mois, par 80.000 de ses adhérents, ne représente plus que 10 % de la jeunesse allemande de zone soviétique. La puissance de l'instinct national a profondément transformé les dispositions politiques de la jeunesse allemande et cet instinct national constitue aujourd'hui une force avec laquelle il faudra compter dans les deux camps.

(*Deutsche Soldatenzeitung.*)

LE RAPPORT AMERICAIN SUR L'INDOCHINE

La revue américaine *Us News and World Report* a donné un résumé du rapport de la commission américaine en Indochine, résumé que la presse française s'est gardée de nous faire connaître. Ce rapport est sévère, il exagère peut-être certaines possibilités, mais il n'est pas aussi pessimiste qu'on pourrait le craindre.

Les observateurs américains qui ont peut-être tendance à fonder trop d'espoir sur les possibilités d'une jeune armée vietnamienne.

Plus intéressante est la manière dont les Américains critiquent surtout notre tactique. Ils estiment que notre commandement manque d'imagination et d'audace. Les Américains recommandent la création d'unités de partisans analogues à celles qu'utilise le Vietminh. Ces unités devraient être dispersées en éléments de milice, comme le fait le Vietminh, sous le

déguisement de paysans et utilisées pour le sabotage, la destruction des stocks, les opérations de retardement, la protection des populations contre le terrorisme et le recrutement forcé. Cette guerre de maquis devrait s'inspirer des enseignements de la guerre d'Indochine elle-même et être confiée à des unités vietnamiennes spéciales.

De même, le commandement français ignore trop souvent les leçons de la deuxième guerre mondiale. Par exemple, il ne sait pas concentrer son artillerie sur les pièces antiaériennes de l'ennemi pendant l'intervention de son aviation. Cette lacune enlève beaucoup d'efficacité aux opérations aériennes. De même, certains chefs de secteur restent trop longtemps sans visiter leurs postes. On cite des unités isolées qui n'ont pas reçu pendant dix mois la visite du responsable du secteur.

Enfin, le rapport américain attache une grande importance à la guerre psychologique. Il reproche au général Navarre d'avoir rejeté un plan de guerre psychologique qui lui était présenté, en disant simplement : « Ici, on fait la guerre, on ne bavarde pas autour d'une tasse de thé ». Au contraire, les Américains insistent sur les souffrances de la population, sur la fatigue générale devant cette guerre, sur les nombreux camps de réfugiés, sur les désertions de la zone vietminh. Ils pensent qu'en Indochine, la majorité de la population ne croit plus à une victoire du Vietminh, et que ces conditions sont favorables à une nouvelle conduite de la guerre.

Le rapport cite un mot d'un fonctionnaire communiste déserteur : « Beaucoup de nationalistes non communistes quitteraient le camp d'Ho-Chi-Minh s'ils trouvaient de l'autre côté quelque chose qui puisse les enthousiasmer ». Avec raison, les Américains voient dans cette phrase une des clefs de la guerre d'Indochine. Mais ils se bornent à en conclure qu'elle condamne le colonialisme : « Les Français ne peuvent gagner, disent-ils, qu'à condition de perdre l'Indochine ». Ils ne voient pas que la phrase du militant communiste condamne surtout notre régime, et que c'est notre pourriture parlementaire et démocratique qui nous empêche de proposer, non seulement aux Vietminhs, mais à qui que ce soit dans le monde, un programme qui puisse les enthousiasmer. Et tant que ce régime n'aura pas été renversé, il en sera ainsi.

LA DEMOCRATIE FONCTIONNE EN TURQUIE

Le *Parti National Turc* ayant été dissous par un acte de force du gouvernement d'Ankara, les éléments d'opposition ont décidé de fonder un nouveau parti, le *Parti Républicain National Turc* qui a déjà organisé en quelques semaines trente-sept sections locales en Anatolie. Les confiscations effectuées par la police démocratique ont eu, toutefois, pour résultat de paralyser les éléments d'opposition au moment de la campagne électorale. Cette nouvelle manière de truquer les élections, qui n'est qu'une variante policière des méthodes de Gasperi, Pleven et Adenauer, a conduit, bien entendu, à une victoire des partis démocratiques en Turquie. Cette victoire n'est pas plus représentative de la volonté du peuple turc que les résultats électoraux obtenus en France, en Allemagne et en Italie dans des circonstances analogues. En Turquie, comme ailleurs, nous refusons de voir dans les actuels gouvernements une représentation réelle de l'opinion.

Le général Cevat Rifat Atilhan, qui mène en Turquie le combat des forces nationales contre le communisme,

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

a annoncé au cours d'une conférence de presse qu'il allait publier un important ouvrage de combat politique qu'il a écrit, après un précédent illustre, dans la cellule de sa prison, pendant les mois qu'il y a passés récemment. Ce livre est un appel adressé non seulement au peuple turc, mais à tous les musulmans, pour leur montrer le travail combiné du communisme et des forces de subversion juives et maçonniques pour la domination du monde musulman.

Quelques jours après cette conférence de presse, des éléments juifs organisèrent une manifestation, sous la protection de la police, contre le général Atilhan, faisant appel contre lui à l'appui des *Nations Unies*, protectrice des Juifs opprimés dans le monde par les déclarations des généraux en liberté.

Le général Atilhan, leader du *Parti Républicain National Turc*, est une des personnalités les plus respectées du Moyen-Orient. C'est un vétéran des luttes nationales en Turquie et il a une grande autorité sur toute la jeunesse turque et musulmane. Son principal adversaire est le juif millionnaire Ahmet Emin Yalman qui dirige le Front Populaire de tendance pro-communisme et des forces de subfluence juive est actuellement très forte en Turquie sur les milieux officiels. Le Président de la République Turque, M. Celal Bayar, a été récemment l'hôte de l'*American Jewish Committee*, qui lui a remis une médaille d'argent et l'a félicité de la lutte qu'il mène, depuis son accession au pouvoir, contre les éléments nationaux.

LA DEMOCRATIE FONCTIONNE EN AUTRICHE

Au cours de l'année dernière, des tracts ayant été distribués dans des villes de Styrie, par le « Freikorps Alpenland », qui protestait à cette occasion contre la politique des démocraties occidentales et notamment contre le procès de Nuremberg, la police autrichienne arrêtait neuf membres de cette organisation, parmi lesquels se trouvait le chef du « Land » du B.H.J. (Bund Heimattreuer Jugend), section de Styrie, Feri Majer, bien qu'aucune preuve de culpabilité n'existât contre lui. Bien qu'aucun lien n'existât entre le Freikorps Alpenland et le B.H.J., celui-ci fut interdit en Styrie. Au mois de mars de cette année, notre camarade Feri Majer fut remis en liberté, étant donné qu'on n'avait rien trouvé à lui reprocher. Les autres accusés furent condamnés en date du 29 avril à des peines d'emprisonnement de trois mois à trois ans. Le jugement lui-même relève qu'aucune relation n'a pu être établie entre le « Freikorps Alpenland » et le B.H.J.

Outre qu'une peine de trois ans pour distribution de tracts heurte le sentiment d'équité de chacun, ces faits sont révélateurs quant aux méthodes de la « démocratie » autrichienne. Depuis longtemps, le B.H.J. de Styrie gênait ces messieurs. Il se développait rapidement, au point de devenir un des plus puissants mouvements de jeunesse du pays. Le chef du « Land » prenait même part aux délibérations du Conseil de la jeunesse du gouvernement. D'où le désir de supprimer démocratiquement cette organisation nationale. Le fait que quelques membres du « Freikorps Alpenland » aient été membres du B.H.J. en fut le prétexte. Et bien que l'innocence du B.H.J. ait été confirmée officiellement, il se trouve interdit !

Si l'on croit pouvoir étouffer par de semblables méthodes la jeunesse nationale d'Autriche, c'est probablement une erreur. L'oppression engendre la révolte et elle ne fait que

rendre plus forts nos camarades autrichiens. Un régime comme celui qui existe aujourd'hui en Autriche ne parviendra jamais à imposer à la jeunesse autrichienne le silence et la servitude. Qu'on use de terreur ou de chicane,, celle-ci garde pour elle la foi en son idée, son amour de la patrie et la certitude de ne vouloir que ce qui est juste et vrai.

C'est cela qui constitue la vraie force.

LE COMITE NATIONAL DE LA RESISTANCE A UNE POSTERITE

Le correspondant tunisien du quotidien italien *Secolo* annonce qu'un tribunal de la résistance se serait constitué en Tunisie et prononcerait des condamnations contre les « collaborateurs » et les « occupants », comme le faisait jadis la radio de Londres au nom des « Français libres ».

Les sentences seraient communiquées aux intéressés par des lettres écrites en arabe et signées Sassi Lassoued. Parmi les personnalités qui auraient reçu des lettres les informant du jugement porté contre eux par les Cours de Justice de Tunisie, le correspondant du *Secolo* cite le vice-président du Conseil Municipal de Tunis, M. Tramsal, le président de la représentation française à l'ancien Grand Conseil, aujourd'hui dissous, M. Marcel Casablanca, et le directeur de l'Instruction Publique en Tunisie, M. Lucien Paye. Selon les lettres envoyées, l'exécution aura l'eu soit à Tunis, soit au faubourg de Radès.

On imagine mal ce que MM. Maurice Schumann, de Gaulle et Pleven peuvent opposer à ces procédés. L'exaltation de la résistance et de ses exécutions illégales, la disculpation et l'apologie des assassins ne peuvent qu'encourager le terrorisme. Les Français qu'on assassine en Tunisie sont victimes de la faiblesse et de l'incohérence du régime, mais aussi, à coup sûr, des exemples criminels qu'il a donnés.

L'OFFENSIVE CONTRE MAC CARTHY

Elle se développe systématiquement dans toute la presse française, quelles que soient les nuances de l'opinion. C'est un des points sur lesquels on peut mesurer la fragilité de l'anticommunisme officiel. Aux Etats-Unis, les représentants des Anciens Combattants Juifs et du Congrès Juif Américain ont pris la tête de cette offensive. Ils ont organisé un *rallye* antimaccarthyste dont le principal orateur fut Jesse Moss, ancien président des Anciens Combattants Juifs qui demanda une guerre à outrance contre Mac Carthy « jusqu'à ce qu'il soit abattu ».

Autre initiative juive aux U.S.A. : Le représentant Jacob Javits a essayé d'obtenir que les services postaux assimilent les publications antisémites à des œuvres pornographiques et qu'elles refusent d'en assurer le transport. Cette tentative, qui n'est pas la première de ce genre, a échoué comme les précédents efforts pour établir, sous une forme ou sous une autre, une censure juive de l'opinion.

LA DELINQUENCE JUVENILE ET LE PROBLEME DE LA SEGREGATION

La mesure prise par la Cour Suprême des U.S.A. contre la ségrégation dans les écoles a provoqué de très violentes protestations des associations familiales. Ces protestations se basent sur une enquête du F.B.I. sur la délinquence juvénile, qui a prouvé que, pour l'année 1949, les infractions concernant les délits sexuels et l'usage des stupéfiants chez les adolescents étaient six fois plus nombreuses chez des sujets nègres ou mé-

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

groïdes. Le rapprochement inconsidéré d'enfants de constitution, de développement et d'instincts très différents risque de contaminer la santé morale et physique des jeunes par une promiscuité dangereuse contre laquelle se sont déjà élevés les hygiénistes et les médecins les plus éminents de divers pays.

CE QU'ON PEUT LIRE DANS LES BULLETINS JUIFS

Un bulletin juif ronéotypé nous est tombé sous les yeux. Voici quelques uns des faits mentionnés avec indignation :

Un ancien nazi directeur d'école à Berlin. — A nouveau, des cimetières juifs sont profanés. — Une manifestation intempestive nazie.

« Réunis à l'occasion du lancement d'un petit bateau de course auquel ils ont donné le nom de l'un des grands criminels de guerre actuellement interné à Spandau (l'amiral Raeder), plusieurs anciens officiers de la marine du IIIe Reich et des jeunes gens portant des uniformes semblables à ceux des jeunesses hitlériennes ont organisé une manifestation nazie en présence de la femme du grand amiral. L'hebdomadaire syndical « Welt der Arbeit » qualifie cette cérémonie de monstrueuse provocation et poursuit en disant : « Manifestement, cet incident a été considéré comme tout à fait naturel ».

Sous le titre « Fin de la dénazification » : « Selon une récente dépêche de Munich, le gouvernement du Land de Bavière, le dernier où fonctionneraient encore des tribunaux de dénazification, vient de mettre fin à toutes les procédures de dénazification. La *Jewish Chronicle* du 9 avril 1954 déclare à ce propos, dans un éditorial, que la dénazification qui devait produire des effets salutaires a été, comme tant d'autres mesures appliquées à l'Allemagne, un complet fiasco ».

Protestations contre la libération d'Abetz. Protestations parce que « des S.S. de rang moindre sont, depuis quelque temps, acquittés par la justice de la République de Bonn, comme « ayant agi sur ordre ». Dénonciation de Rahn, Schleier et Achenbach qui avaient cherché, pour comble d'horreur, à établir des relations avec certains milieux américains. Protestations contre la C.E.D. qui propose le réarmement de l'Allemagne. Protestations contre un reportage d'Edmond Nessler dans *France-Illustration* d'où il ressort que certains allemands ne seraient pas antisémites : « en sorte que l'optique de la question allemande telle que ressort de l'enquête de *France-Illustration* se trouve notoirement faussée ».

Protestations parce que les Waffen-S. S. semblent faire en Allemagne l'objet d'une persécution moins acharnée : « Selon William J. Collins (*N. J.A.*, n° 225, 12-4-1954) un vent de camouflage souffle actuellement en Allemagne et il est à prévoir qu'il n'apportera pas la paix. Parfois, l'on fait appel aux sentiments comme cela a été le cas lorsque, il y a peu de temps, on a procédé à l'inhumation individuelle d'un certain nombre de criminels de guerre. Parfois, sous l'innocent prétexte de reconstituer une société de secours mutuel et de venir en aide à d'anciens militaires dans la détresse, l'on regroupe d'anciens Waffen-S.S. »

Protestation contre certaines réserves « objectives » introduites dans son étude sur les S.S., par le rédacteur des *Cahiers d'Histoire Contemporaine* (*Vertcljahreshefte für Zeigeschichte*). « Ce n'étaient pas des criminels », écrit audacieusement l'auteur, et cette simple proposition, même assortie de toutes sortes de nuances est l'objet d'une sévère critique.

Les bulletins juifs regrettent évidemment l'année 1945 où tout Allemand était corvéable et emprisonnable à merci. Et ils font tout ce qu'ils

peuvent pour ranimer hystériquement des semences de haine dans l'espoir d'éviter la naissance en Europe d'une concorde qui leur fait peur.

***

« Selon *Droit et Liberté*, avril 1954, la plaque imposée à la Libération, 21, rue de Tourtille, à la mémoire du jeune Henri Beckerman, qui fut arrêté par la Gestapo pour son activité dans la Résistance et fusillé comme otage en 1941, a été arrachée tout récemment. Le lundi 29 mars, une délégation composée de la mère et du frère de Beckerman, des représentants des sections de M.R.A.P. du 19e et 20e, de la section de l'U.J.R. F. du 20e, de la section de la L.I.C.A. du 20e, et de divers autres organisations, s'est rendu auprès de M. Piquemard, garagiste, 5, rue Louis-Blanc, propriétaire de l'immeuble du 21, rue de Tourtille, afin d'obtenir son autorisation pour qu'une nouvelle plaque soit appposée sur l'immeuble ». M. Piquemard, ajoute *Droit et Liberté* fut d'une rare insolence, et osa déclarer que pour lui Henri Bekerman n'était pas un héros, faisant remarquer qu'il avait été emprisonné comme droit commun.

Nous ne sommes pas en mesure de vérifier ce fait en ce qui concerne le jeune Bekermann, mais on se souviendra, à ce propos, de la déclaration rarement rappelée de M. Hennequin, directeur de la Police Judiciaire, selon laquelle à trois reprises, les droits communs des centrales pénitentiaires furent déportés dans des camps allemands et, par la suite, apparentés abusivement aux déportés politiques. C'est là un point d'histoire qui a été mal élucidé jusqu'ici.

« La Conférence juive des *Claims* de New-York a décidé d'allouer 400 millions en 1954 au F.S.J.U. (sur les fonds versés au titre des réparations). Ainsi l'organisme central de collecte du judaïsme français qui espère obtenir, par ailleurs, 200 millions de francs sur place, disposerait, au total, pour son budget de 1954, de 600 millions de francs ».

UNE APPRECIATION DE « L'ENCYCLOPLDIA BRITANNICA »

Les spécialistes de la propagande de haine systématique sont très courroucés de constater qu'une publication qui fait autorité comme *l'Encyclopedia Britannica* refuse de s'engager allègrement sur les thèses soutenues avec acharnement pour établir une certaine vérité politique. *L'Encyclopedia Britannica*, dans sa dernière revision, a confié à un érudit juif, M. Jacob Rader Marcus, professeur d'histoire juive au collège hébraïque de Cincinnati et auteur de *Rise and Desting of the German Jew*, le soin de rédiger son article sur les Juifs. Tenant compte d'études statistiques des milieux juifs américains dont nous avons déjà parlé et sur lesquelles nous reviendrons, Jacob R. Marcus ne croit pas pouvoir accepter sans réserves les thèses et surtout les chiffres concernant les exterminations des Juifs par les Allemands et il écrit, avec prudence, l'appréciation suivante qui a soulevé de grandes colères : « *Le deuxième guerre mondiale et les Juifs.* — Pendant la première guerre mondiale, les Juifs ont particulièrement souffert parce qu'ils étaient surtout concentrés en Pologne et en Russie occidentale où se déroulaient des opérations militaires. Pendant la seconde guerre mondiale, la détention des Juifs résidant dans les zones de peuplement juif de l'Europe orientale fut pire encore, parce que les nationaux-socialistes eurent pour politique délibérée la destruction d'une grande partie de la population juive polonaise et russe. Si une partie seulement des atrocités rapportées

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

est exacte, des milliers de Juifs non combattants, hommes, femmes et enfants, sans défense, furent sacrifiés à partir de septembre 1939 ». Cette déclaration modérée a provoqué une « énergique protestation », nous dit-on, de « la presse américaine de langue yiddish », qui a reproché à l'auteur, tout autant la discrétion de l'expression que le fait de n'avoir consacré aux « atrocités nazies » que ces quelques lignes dans une étude qui comprend, paraît-il, trente pages d'un texte serré consacré aux Juifs.

Les mêmes journaux ne s'élèvent pas moins contre la définition suivante de *l'Encyclopedia Britannica*, vol. VI, p. 196, au mot « camps de concentration » :

« Les camps de concentration sont des camps dans lesquels les civils d'un pays ou territoire occupé, se trouvant en état de rébellion, sont rassemblés pour mettre un terme à la guerre de partisans menée par des civils revêtus de vêtements civils et que rien ne permet de distinguer de citoyens paisibles. Ces camps ont été utilisés par les Espagnols pendant la guerre de Cuba et par les Anglais pendant la guerre des Boers. Le régime nazi les utilisa à la fois pendant la paix et pendant la guerre. En temps de paix, ce sont les citoyens qui font de l'opposition au régime (récalcitrant citizens) qui sont placés dans de tels camps ».

LA DEMOCRATIE FONCTIONNE EN ALLEMAGNE

On nous communique de Lübeck que des groupes d'opposition, qui avaient projeté de réunir dans cette ville, du 24 au 28 juin, quelques camarades étrangers, ont reçu notification de l'interdiction de cette réunion de la part des autorités du Schleswig-Holstein. Nous ne savons pas sur quelles raisons a été fondée la mesure prise, mais il est étrange que des gouvernements qui se réclament de la liberté et qui légitiment leur propre pouvoir par la restauration de cette liberté, refusent à certains groupements le droit d'exprimer publiquement leurs idées comme tout le monde. Nous connaissons en partie seulement les groupements visés par cette mesure et nous ne savons pas quelles positions ils prétendaient prendre. Quels que soient ces groupements, quelles que soient leurs idées, ils ont le droit de les faire connaître. Nous réclamons de la démocratie, que nous combattons comme un mal, qu'elle ait, au moins, le souci d'une certaine hypocrisie et qu'elle assure à chacun, à ses adversaires et aussi aux nôtres, le droit de s'exprimer.

L'Allemagne et la C.E.D.

A titre documentaire, nous trouvons important de faire connaître à nos camarades les positions prises sur la question de la communauté militaire par les orateurs du Congrès du D. R. P., la plus importante des formations d'opposition nationale en Allemagne. Ces positions sont trop ignorées en France où les grands organes de l'opposition ont tendance à considérer que l'opinion allemande est, dans son ensemble, très favorable à la C.E.D. Nous ne devons pas ignorer que, sur ce point, une évolution considérable s'est produite pendant ces derniers mois. C'est pour en faire connaître toute l'étendue que nous donnons l'analyse ci-dessous, établie d'après les textes officiels publiés par le Congrès.

Nous avons, dans notre dernier numéro, donné aux lecteurs de « Défense de l'Occident » quelques échos du récent congrès du Deutsche Reichs Partei (D.R.P.). Il n'est pas inutile de revenir sur cet événement dont la signification est certaine, car il marque une étape importante dans le développement de l'opposition nationale en Allemagne.

Certains milieux de Bonn ne s'y sont pas trompés en considérant cette manifestation politique comme la plus importante de l'opposition.

Nous aurons l'occasion de publier d'autres extraits des principaux discours prononcés à cette occasion, aujourd'hui nous consacrons ce premier compte rendu à l'intervention du général Alexander Andrae qui définit les grandes lignes de la position du D.R.P. sur les problèmes militaires.

Dans la première partie de son exposé le général s'attache à définir les conditions mêmes d'une organisation militaire sur les plans judirique, historique et militaire. Il n'y a pas de Nation souveraine sans armée pour garantir son indépendance, de même qu'il n'y a pas d'organisation militaire sans lois appropriées, ni détermination morale.

La situation de l'Allemagne se présente cependant sous un jour particulier. Doit-on diviser cette nation en deux et réarmer séparément chacune des deux Allemagnes au risque de les voir un jour se dresser l'une contre l'autre, en raison de leurs engagements vis-à-vis des grandes puissances ?

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

Pour le D.R.P. une véritable organisation militaire ne saurait reposer sur de telles bases incapables de donner l'impulsion morale nécessaire. Les jeunes en fournissent la preuve lorsqu'ils déclarent : « Pourquoi devons-nous combattre ? »

« La jeunesse ne le sait pas, elle n"y peut rien. Elle constate seulement ce qui n'existe pas. Le peuple n'est plus le peuple, l'Etat n'est plus l'Etat. L'ordre est un ordre étranger. Les promesses ne sont pas tenues. Les hommes sont des orateurs et les discours sont faux, les espoirs sont déçus, la confiance s'estompe ».

Pour qui et au nom de quel idéal devra combattre le soldat allemand ? Pour le « monde libre » au nom de l'esprit occidental qui n'existe plus ou pour une moitié d'Europe et une moitié d'Allemagne contre une autre moitié d'Allemagne ?

Pour le général Andrae, il n'y aura de véritables troupes allemandes que dans la mesure ou celles-ci puiseront leur force morale, leur énergie dans leur idéal traditionnel, c'est-à-dire dans la nation elle-même. Toute autre formation composée d'Allemands et sous haut commandement étranger ne serait qu'une armée de mercenaires.

D'ailleurs, les puissances occidentales ont fourni à l'est les armes juridiques qui lui permettent de considérer chaque soldat allemand de l'ouest comme un partisan.

La division de l'Allemagne ne se manifeste pas seulement sur le plan idéologique et géographique : « elle divise également les hommes à l'ouest, elle crée une division spirituelle et morale. Les hommes sont classés en fonction de leur passé: il y a les privilégiés, ceux qui ont des droits et ceux qui n'en ont pas. Les soldats sont divisés en Waffen SS et en non coupables ».

L'orateur s'élève alors contre la diffamation organisée à l'égard des soldats allemands dont on a brisé la force morale et spirituelle. Il critique les tentatives faites pour créer « un soldat d'un genre nouveau » et sur ce point sa position est nette : « Une troupe allemande sera ce qu'elle a toujours été. C'est ce que le monde attend d'elle ».

Mais il faut également faire table rase de certaines idées fausses qui constituent autant d'obstacles à la naissance d'une volonté défensive. Déjà après la guerre de 1914-18, on a parlé de la seule responsabilité allemande dans le déclenchement du conflit. Ce sont ces éléments qui en lançant et en propageant de tels mensonges ont contribué à préparer une nouvelle guerre. La Reichswehr put rester à l'abri d'une telle contagion parce qu'elle n'avait aucun rapport avec ceux qui défendaient le principe de la responsabilité unique. Après la

seconde guerre mondiale, cette affirmation a été reprise d'une façon beaucoup plus grave.

« Il y eut Nuremberg, il y a Spandau. Des condamnations étrangères ont été prononcées contre des allemands à l'ouest et à l'est, dans des pays ayant participé aux hostilités et des pays neutres. Au nom des mêmes accusations des allemands ont été traduits devant des tribunaux, d'autres non. Le renoncement aux idéaux de liberté, de justice et de liberté constitue la plus récente atteinte portée à l'esprit occidental. Cette affirmation de la seule culpabilité allemande est un mensonge, comme ce fut déjà le cas. Elle n'en est pas moins éruptive qu'autrefois. Elle empêche la réalisation de l'Europe comme depuis 1919 elle a empêché la paix européenne ».

Le général Andrae évoque ensuite l'éventualité d'un nouveau conflit, hélas toujours possible, conflit dans lequel le soldat allemand risque fort de lutter dans le rapport de 1 contre 10 ; dans cette perspective ce dont on a besoin ce sont de véritables soldats, capables de prendre les décisions imposées par les événements et non des professeurs même en uniforme ou des théoriciens d'un nouveau « type de soldat ». — « On a besoin des Ramcke et des Rudel, d'hommes d'action à la ligne de conduite claire ».

Quant à la possibilité de voir les postes de commandements les plus élevés attribués à des commissions mixtes élues selon le mode parlementaire, ce ne serait pas autre chose que le règne du contrôle sur la décision. Le contrôle prendrait la place de la décision. Le contrôle au dessus de tout. Une telle méthode n'aura jamais la confiance d'une troupe.

Et le général cite les paroles d'un grand soldat et d'un grand homme d'Etat : « Une décision audacieuse ne peut être conçue que par un homme. Dans une assemblée délibérante, le pour et le contre s'appuient constamment sur des arguments si nombreux et si irréfutables qu'ils s'excluent l'un l'autre ».

Von Moltken en s'exprimant ainsi définissait le principe de toute organisation militaire. Ce qui ne veut pas dire que la fonction militaire ne doit pas être déterminée ou influencée par des non-soldats, cela signifie qu'a tous les stades de la vie politique, il faut mettre fin au dilettantisme militaire, particulièrement dangereux en périodes de crise. Le véritable soldat sait que la fonction militaire n'est toujours qu'une fonction partielle du politique auquel elle est subordonnée, mais il sait ausi qu'il y a dans le domaine militaire des lois irrévocables.

Celui qui endosse l'uniforme laisse une partie de sa qualité

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

sa qualité de citoyen chez lui. Tout ce qui dans la vie politique peut porter atteinte au moral militaire doit être prohibé dans les casernes. Ainsi sur le plan européen, un esprit de camaraderie, une véritable égalité entre partenaires ne peut naître que du respect mutuel du caractère national propre de chaque soldat.

Dans la dernière partie de son exposé, l'orateur aborde la question des criminels de guerre et définit avec force la position du D.R.P. à cet égard : le retour de tous les prisonniers sans exception et ceux qui sembleront coupables appartiennent aux tribunaux allemands. Mais ce problème est si grave, si profond, que même si le dernier prisonnier était libéré, il ne serait pas résolu, un malaise planerait encore au dessus des casernes des nouvelles unités allemandes : celui du droit, de la responsabilité, de l'honneur. « Il apparaît de façon toujours plus évidente que les grandes puissances de l'après-guerre n'ont pas été à la hauteur de leur temps ».

Le D.R.P. est le seul parti politique qui déclare depuis deux ans que le traitement réservé aux condamnés pour faits de guerre tel qu'il est envisagé dans les traités occidentaux est contraire à la loi fondamentale. En conclusion, le général propose en face de la menace atomique qui pèse sur l'Allemagne et sur l'Europe, la seule solution qui lui paraisse valable : la création d'une Allemagne unique dans ses frontières traditionnelles, dont on garantirait le caractère intangible. Une telle Allemagne n'aurait aucune visée expansionniste et sa sécurité se confonderait dans celle de l'Europe.

Toute autre conception n'aurait aucune base morale solide et le traité de Communauté Européenne n'est qu'un traité visant la moitié de l'Europe. Le général termine son intervention par ces mots :

« Aussi loin que l'on regarde les différentes périodes de l'histoire de l'humanité, il n'y a encore jamais eu de défense populaire qui n'ait reçu son impulsion de sa force nationale. Il en sera toujours ainsi à l'avenir. C'est une loi. Donnons à la jeunesse allemande une force nationale ! La défense exige des hommes quelque chose d'inhumain : le don volontaire de ce qui leur appartient de plus propre : la vie. La donner pour quelque chose de plus grand, c'est l'héroïsme. L'héroïsme n'existe pas sans amour. Donnons à la jeunesse allemande quelque chose qu'elle puisse aimer ! Elle ne prononcera plus alors ce mot redoutable : « Pourquoi ? ». Elle saura pourquoi: pour l'Allemagne ! »

On retrouve des positions analogues dans l'intervention du député Von Thadden, dont nous donnerons des extraits

plus complets dans notre prochain numéro. Bornons-nous pour l'instant à citer ces deux passages de sa conclusion.

« Comme puissance morale, l'Europe centrale dépasse aujourd'hui largement ses frontières. Quelle importance peut lui donner cette prééminence dans le conflit est-ouest, — qui, à notre sens, est avant tout un énorme conflit moral — on le mesure fort bien par l'exemple du poste avancé de Berlin. Mais, sur ce point, l'Allemagne entière ne peut s'engager qu'à la condition qu'une attitude positive des puissances occidentales lui confère *une égalité de droit pleine et entière et sans aucune clause limitative quelconque* dans le cadre d'une communauté européenne. Seule la conscience d'appartenir à une communauté véritable donnera à la population allemande une forte impulsion et seul l'exemple du règne absolu du droit dans notre pays prouvera aux peuples de l'autre côté du rideau de fer que notre morale n'est pas chez nous un double jeu. Combien les positions préconisées par la république fédérale pour la collaboration européenne sont éloignées actuellement de ces conditions, c'est ce que nous pouvons enfin voir et regretter. L'entrée de l'Allemagne dans le monde occidental est présentement alourdie d'hypothèques auxquelles il nous est impossible de donner notre accord parce qu'elles sont absolument contradictoires avec l'établissement d'une construction solide ».

Et plus loin :

« On nous demandera quelles mesures nous préconisons donc dans le secteur de la politique étrangère. Dans la situation présente, il ne peut y avoir pour l'Allemagne d'autre situation que celle de l'indépendance armée. Si l'on pense qu'en raison de l'état actuel de l'Allemagne, il y a plus de difficulté à lui appliquer une telle situation internationale qu'à la Suisse, la Suède ou d'autres Etats, il reste la solution que notre indépendance soit garantie par un accord entre les puissances de l'Est et les puissances occidentales. L'état d'indépendance armée comporte la levée de troupes qui doivent être assez fortes pour protéger cette indépendance contre toute violation provenant de conflits intérieurs soutenus par l'étranger. Un tel statut international ne signifie nullement que l'Allemagne se tiendra à l'écart de la grande bataille morale menée contre le bolchevisme. Nous pouvons, au contraire, de cette manière, beaucoup mieux que dans le cadre de la politique de la C.E.D., apporter notre contribution à l'établissement d'un cordon sanitaire installé sur un des points les plus névralgiques du monde ».

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

Nos lecteurs nous écrivent

FREDERICK SODDY, Prix Nobel de Physique
UNE NOUVELLE TEMPETE ECONOMIQUE MENACE L'OCCIDENT

Répondant à la lettre d'un de nos lecteurs, M. Thomson, publiée dans le n° de février de Défense de l'Occident, *l'éminent physisien britannique, Frederick Soddy, nous écrit :*

Je suis assez de l'avis de mon ami M. Norman Thomson, quand il annonce une « bombe économique », désignant par là une autre tempête économique artificielle, semblable à celle qui est survenue entre les deux guerres, mais avec des effets beaucoup plus universels et désastreux, et lorsqu'il affirme qu'elle est inévitable et qu'elle est un danger beaucoup plus redoutable pour l'avenir de notre civilisation que la bombe atomique. Car ces alternances de crise et de prospérité dans la vie économique sont les conséquences de la volonté d'échapper aux lois physiques de la conservation de l'énergie et de la matière, en essayant de falsifier le coût réel de la production par la création de masses monétaires nouvelles destinées à le payer. Pas un iota du système qui a produit ces crises chroniques au cours des deux derniers sièces n'a encore changé. Au contraire, chaque année qui passe a vu ce cancer s'étendre rapidement dans notre système économique sur l'ensemble des nations du monde occidental, à tel point que tout espoir d'y mettre un frein semble bien aléatoire. Notre système monétaire, après avoir été dirigé par quelques aigrefins pour l'extension de leurs bénéfices et de leur puissance, a maintenant été adopté par les gouvernements démocratiques comme un élément essentiel à leur existence. Attendre de ces gouvernements des réformes véritables équivaudrait à leur demander de se suicider avec les aigrefins qui vivent de ce système.

On peut découvrir quelques indices de leurs inquiétudes subconscientes dans leurs déclarations péremptoires qu'une autre tragédie analogue au krach survenu entre les deux guerres ne sauraient se reproduire, assurance qui rappelle la légende du Roi Canut défiant l'Océan de submerger un roi. Quant aux économistes, avec eux la solution du problème est à peine esquissée. En Angleterre, les échos des partisans babillards de doctrines brumeuses de Lord Keynes se sont tus depuis longtemps. A sa place, on entend encore la faible voix de Hawtrey plaidant auprès des industriels pour les convain-

ere de réduire leur production à cause des méfaits de la prospérité. Grand Dieu !... A l'époque la plus riche que le monde ait jamais connu et qui est due exclusivement aux efforts des hommes de sciences et des techniciens, cela fait bouillir leur sang de voir que de prodigieux imbéciles ont pour unique recours le malthusianisme de la production, pour permettre à la civilisation scientifique de survivre.

Les dépenses du gouvernement, qui se gonflent démesurément chaque année, pourraient être réduites à peu de chose pour le plus grand avantage de la communauté si des hommes incompétents, ignorant les principes scientifiques les plus élémentaires qui sont à la base de notre civilisation, pouvaient être écartés des fonctions qu'ils occupent. Les rares hommes qualifiés qu'on laisserait en place travailleraient infiniment mieux sans eux. Car le public commence à comprendre que nos gouvernants, quand on les laisse faire, s'appliquent surtout à provoquer les difficultés sociales pour rendre leurs précieuses personnes indispensables comme les seules compétences aptes à y porter remède.

Qu'est-ce donc que ce défi ridicule lancé à la loi physique de la conservation de la matière par notre système monétaire ? On peut le résumer en une phrase qui suffira à le faire comprendre à toute personne de bon sens. C'est que, dans notre système actuel, la monnaie nouvelle n'est pas créée *à la suite* de l'accroissement des biens de consommation par les savants et les techniciens, pour permettre la distribution d'un beaucoup plus grand nombre de marchandises sans effondrement des cours, mais elle est créée *avant* cet accroissement des biens de consommation et essentiellement pour assurer le financement de cette production accrue.

Un physicien américain répondit un jour à l'un de ces théoriciens du mouvement perpétuel qu'il l'écouterait expliquer son invention s'il réussissait à marcher au plafond comme les mouches, pour prouver qu'il échappait aux lois de la gravitation.

N'importe quelle personne qualifiée vous montrera l'absurdité d'une émission de masses monétaires nouvelles pour financer la future production en demandant *qui* fait les frais de cette jonglerie sur les prix. Voici la réponse : ceux qui en font les frais sont les braves gens qui détenaient l'argent qui existait auparavant et dont on déprécie le pouvoir d'achat, parce que les prix augmentent fatalement lorsque les biens de consommation financés par les *prêts* fictifs des banques apparaissent sur le marché pour être vendus et qu'on s'aperçoit alors que la masse monétaire accrue sert seulement

à distribuer le même volume mondial de richesse sans qu'on ait réellement accru le volume des biens à distribuer.

Si le désastre de notre civilisation scientifique par notre folie monétaire peut encore être évité, c'est seulement en informant une partie suffisante du public, pendant qu'il est encore temps, des causes profondes de la catastrophe. J'ai consacré la moitié de ma vie à l'instruire à cet égard, mais je ne peux triompher du moindre charlatan qui offre quelque chose pour rien au public ébloui, à l'occasion de ces combats de catch de l'arène électorale qui sont malheureusement, dans un état démocratique, le prélude essentiel et la condition de toute réforme. Mais en tout cas, il ne sera pas dit que les hommes de science, responsables en premier lieu de l'accroissement merveilleux des richesses mondiales pendant le siècle dernier, seront restés aveugles devant les causes qui mènent à la destruction de la civilisation qu'ils ont créée : en tout cas pas tous.

Frédérick SODDY,
Membre de l'Académie Royale d'Angleterre,
Prix Nobel de Physique.

Paris, le 24 février 1954.

Monsieur le Directeur,

La lettre de M. Thompson que vous publiez dans votre numéro de février m'a parue extrêmement intéressante ; je me permets de vous écrire les réflexions qu'elle m'a suggérées.

D'abord elle manifeste une fois de plus l'espèce d'excommunication qui pèse sur les hommes et les idées qui n'apportent pas de l'eau aux moulins du capitalisme et du communisme, car il ne faut pas oublier que ceux-ci pour tourner ont grandement besoin de la crédulité invétérée et de l'habitude installée que maintient chez les hommes une propagande à sens unique. Ceux qui luttent pour une troisième Force, et dans tous les domaines, rencontrent des obstacles presqu'insurmontables.

Il me semble que M. Thompson est un de ces hommes qui cherchent confusément à donner un sens et une base à l'idée de troisième Force. Il n'est donc pas étonnant que cet économiste vous ait écrit, à vous qui menez une lutte parallèle, mais sur le plan politique surtout.

Je ne suis pas sûr qu'on puisse remonter jusqu'en 1694 et à la création de la Banque d'Angleterre pour condamner le système bancaire. Il paraît tout de même assez certain que sans lui l'économie libérale n'eût pas pu exister, cette économie qui semble même à Marx avoir été une étape nécessaire de l'humanité. La Banque était au XIXe siècle, le lien essentiel entre l'épargne et l'industrie. C'était alors effectivement le moteur de l'économie, sans lequel les hommes n'auraient pas connu d'aussi fantastiques progrès, la réalisation massive de nombreuses inventions. Mais depuis ce temps, il faut bien le reconnaître, et surtout en France, le

système bancaire est, de moteur, devenu le véritable cancer de l'économie.

Voyons la France. Les banques qu'on appelle « de crédit » n'en font pratiquement plus d'importants à long terme. S'ils en font encore de parcimonieux, c'est en réclamant des garanties telles que beaucoup d'hommes actifs se découragent et abandonnent tout esprit d'initiative. Il y a bien sûr les grands administrateurs de banques eux-mêmes. Ceux-ci peuvent se financer, mais ils se gardent bien de prendre un risque quelconque : ils ne financent que des produits à rendement immédiat, parce que surtout d'agrément et lancés par une publicité tapageuse que paient ceux-là mêmes qui les achètent, sans qu'ils soient assurés par contre de leur valeur. Mais tous les investissements de fonds, ceux qui créent une source de richesse effective, durable et profitable à toute la nation, les banques ne veulent à aucun prix s'en charger. Jeter en masse sur le marché des dizaines de produits de lavage ou de marques de télévision, voilà ce qui les tente encore. Quant à financer la modernisation de l'agriculture française ou celle de nombreuses industries françaises, n'en parlons pas, car les dividendes seraient beaucoup trop lents à augmenter. Ce serait pourtant là la mission essentielle des banques d'un système capitaliste, et leur seule justification. On laisse à l'Etat, au contraire, le soin de rétablir le dangereux déséquilibre entre le confort exagéré de la nation et ses ressources effectives. Mais tout le monde sait bien que, particulièrement en régime de démocratie parlementaire, deux tares affectent toutes les entreprises étatiques : d'abord le gaspillage (des fonctionnaires sans foi et sans contrôle, toujours prêts au chantage électoral, s'inquiètent peu d'économiser l'argent des contribuables), ensuite le profit de certains groupes, de certaines puissances occultes qui, tenant le gouvernement par des intermédiaires ou eux-mêmes (voyez la liste de l'actuel ministère), se font accorder la réalisation des projets de l'état, ce qui leur permet de grasses prébendes.

M. Thompson a donc grandement raison de s'élever contre un tel système. Il est bon que des savants démontrent ces vérités éprouvées par tous. Il serait meilleur encore qu'ils affirment que seul un changement de régime politique sera capable de changer cela aussi. Il faut montrer aux Européens que l'idée de la troisième Force implique un changement complet, une épuration salutaire et que ce n'est pas une lubie ou le moyen d'établir des dictatures injustifiables au XXe siècle, mais au contraire une nécessité presque scientifique. Le capitalisme aussi bien privé que d'état est à condamner et à remplacer, parce que — et c'est la meilleure justification — c'est un système de moindre production, donc de moindre bien-être pour les peuples. Il y a une synthèse possible de l'individualisme et du collectivisme, et c'est le socialisme national. Aux individus l'initiative, à l'état la planification. Cela n'est pas contradictoire. Au contraire de cette synthèse nécessaire doit naître un ordre nouveau, seul valable pour les peuples de l'Europe Unie.

Toutes les forces doivent concourir à l'édification de cet Ordre Nouveau. Le travail sera plus vite et mieux fait si dès maintenant ces forces savent s'unir. Il m'a paru jusqu'ici que « Défense de l'Occident » travaillait dans le sens de l'union : nous avons tous à en remercier cette revue et à nous grouper autour d'elle.

Veuillez agréer, M. le Directeur, l'assurance de toute ma considération.

F.-J. GILLET.

Etudes et Tribune libre

La Jeunesse face à l'Europe

Notre camarade J.-C. Kremer nous annonce qu'il a transformé le Centre Ouvrier-Paysan d'Etudes Sociales, *dont les dirigeants sont des militants d'organisations syndicales ou politiques et dont le programme comporte la défense de l'idée nationale, de l'unité ouvrière et de l'Europe socialiste en* Centre Ouvrier-Paysan d'Etudes Sociales et Européennes *qui nous a fait connaître son désir de collaborer avec le* Mouvement Social Européen.

« *Nous prendrons contact, précise le Centre Ouvrier-Paysan d'Etudes Sociales, avec toutes les organisations qui poursuivent sensiblement le même combat, sans distinction d'origine ou d'idée. Nous demandons dès maintenant à tous les futurs militants non encore organisés, de se joindre à nous dans ce travail d'union. Notre mouvement sera axé uniquement vers l'avenir, en ce sens qu'il évitera de prendre position sur des querelles passées, la France souffrant trop depuis quelques années, de combats idéologiques stériles sur la Révolution Française, la Commune ou la Guerre* 1940-1945 ».

Nous saluons avec sympathie la naissance de ce nouveau groupe et nous mettons volontiers notre revue à sa disposition pour l'expression de ses idées, en attendent le jour où le Centre Ouvrier Paysan *pourra avoir son propre organe.*

Dans le cadre de cette collaboration, nous publions ci-dessous un article de J.-C. Kremer, directeur du Centre Ouvrier Paysan, *sur la jeunesse et l'Europe.*

De nombreuses personnes se posent la question de savoir si la jeunesse actuelle est différente de celle des générations qui l'ont précédée.

Cela est certain et il ne peut en être autrement. En effet, où en est la jeunesse actuellement ?

D'abord, au point de vue pratique, il est impossible à des jeunes gens voulant se marier, de trouver un logement.

Il est difficile pour le jeune, ouvrier ou étudiant, ayant une valeur, d'acquérir une position dans la société, dans le cadre de son métier, sans « piston », commissions ou affiliations politiques. On a obligé l'étudiant en médecine, de famille pauvre, à essuyer la vaisselle chez Dupont pour payer ses études; on a obligé le jeune ouvrier, qui voulait devenir ingénieur, à travailler à 14 ans pour apporter à sa famille un salaire supplémentaire indispensable.

La France n'a pas su utiliser ses enfants.

Cette situation se complique du fait que l'on cherche encore plus à abrutir la jeunesse en l'éloignant de tous les problèmes humains et politiques. On se plaint que la jeunesse soit débauchée, qu'il y ait une recrudescence de mineurs traduits devant les Tribunaux (affaires des J. 3, Malan, etc.). Cependant, cela pourrait être pire.

Il est rassurant, au contraire, de voir que, en dehors de la masse d'abrutis qui ne pensent qu'au « p'tit bal du samedi soir », aux romans à « quat' sous » et aux films pornographiques, une grosse partie de la jeunesse se tourne vers des problèmes plus pratiques. Il est exact que la jeunesse se détourne de la politique... C'est normal.

En France : 50 partis politiques ! 50 palabreurs rabachant la même chose, revendiquant pour les mêmes raisons : et lorsqu'ils sont au pouvoir : du vent !!!

Or, en face de cela, la jeunesse voit l'avenir *noir :* menaces de guerre, menaces de chômage, impossibilité de travailler, impossibilité de se loger, écroulement de la puissance française, etc...

Jamais le syndicalisme étudiant n'a été si florissant ; jamais les ouvriers n'ont rejoint si jeunes les syndicats ; jamais les jeunes ne se sont mariés si tôt, malgré les difficultés ; la raison ? — Ils désirent se construire un foyer, envers et contre tout. Ils désirent *vivre*. Les plus anciens disent : il n'y a plus de jeunes ! les jeunes sont vieux !

Mais, qui les a rendu vieux ?

Des gouvernements incapables, de 1944 à 1954, n'ont su que rendre la jeunesse plus étrangère aux problèmes de la Nation, n'ont su que l'éloigner, la mettre sur la défensive. Des idéologues sans valeur ou des aventuriers sans scrupules ont

su utiliser l'élan d'honnêteté. de courage, d'enthousiasme, qui animait cette jeunesse, mais se sentant trahie, la jeunesse les a quittés.

Pendant quatre ans, elle a appris au collège, dans les familles, que le Maréchal Pétain avait sauvé la France ; elle a entendu dire, à l'âge d'homme, que tout cela était faux, qu'il s'agissait d'un traître, d'un vendu, à la solde du pays qu'il avait vaincu trente ans plus tôt !...

Ceci n'est qu'un exemple.

Comment peut-on reprocher à une jeunesse de ne pas avoir gardé le sentiment de l'honneur et de la discipline alors qu'on a vu la plupart des officiers ayant fait leur devoir, rendre des comptes à des adjudants-baptisés « colonels » en vertu d'on ne sait quels décrets..., alors que cette jeunesse a pu voir le général indiscipliné porté au plus haut sommet, tandis que le Maréchal était condamné à mort.

Cette jeunesse a vu les crimes de la « horde barbare nazi », dénoncés par ceux qui, froidement, détruisaient les plus belles villes de l'Occident, et écrasaient les populations civiles d'Hiroshima, etc...

Où est l'honneur, où est le devoir ?

Combien de jeunes sont tentés de penser que La Fontaine avait raison en disant que « la raison du plus fort est toujours la meilleure » et que ce qui est crime pour le vaincu est gloire pour le vainqueur.

.....

Pour la jeunesse, ce monde n'est pas son monde, parce que ce monde est un monde de vendus, de trafiquants, de profiteurs. Elle sait que les meilleurs de ses frères se font assassiner à Dien-Bien-Phu et ailleurs, alors que la France est loin d'en titrer profit. Or, elle aime sa patrie, bien que sa patrie lui ait amené peu de choses, parce qu'elle garde devant elle l'exemple de jours meilleurs : les grands Rois, l'Empereur, les Chouans, la Révolution, Quatre-vingt treize, la Commune, Verdun, etc...

Le présent n'est pas beau, mais elle espère l'avenir digne du passé.

Le jeune communiste, ancien résistant, lorsqu'il n'est pas aveuglé par la propagande de son parti, ne veut pas savoir si le camarade qui mène le même combat que lui est un ancien S.S. ou un ancien milicien. Il ne sait qu'une chose, c'est que tous deux ont combattu pour un idéal qui était le leur ; que,

s'ils ont été trompés, ils n'en ont rien gagné, et qu'ils combattent maintenant, ensemble, sans distinction d'idéologies, pour le bifteack, un monde plus juste, plus moral.

La jeunesse est pessimiste disent beaucoup. C'est triste, mais c'est vrai ; et il est certain aussi que les jeunes ne sont sont pas près de rallier en bloc un mouvement politique, confessionnel ou idéologique. Ils hésitent, ils cherchent, ils craignent. Tant de fois déçus, ils ont peur de nouvelles fumisteries de nouveaux « coups d'épée dans l'eau ». Ils veulent quelque chose de stable, de sûr, et c'est pourquoi ils attendent.

Seul, quelque chose de vaste peut les rassembler.

Ceci, en France, comme dans les autres pays voisins, la situation étant actuellement la même pour toute la jeunesse européenne.

On a tenté de lui inculquer à coups de dollars et de roubles les notions de la démocratie, le sens des valeurs spirituelles et le reniement des valeurs passées. Mais cela, pas plus que le reste, n'est pris au sérieux.

Je disais que la jeunesse attendait quelque chose de vaste, ce quelque chose se dessine, c'est l'EUROPE.

Il est certain qu'en France, le problème ne s'est pas trouvé assez posé, du moins a été mal posé. Il n'en est pas de même en ALLEMAGNE, en HOLLANDE, et dans d'autres pays d'Europe. La position de la majorité des jeunes, non inféodés au parti communiste, est favorable à l'EUROPE, parce qu'ils attendent de la constitution des « ETATS-UNIS DU VIEUX CONTINENT », la fin des vieilles rivalités, des vieilles querelles qui les ont fait s'entre-tuer depuis des siècles, un renouveau économique, un avenir stable et une libération des influences de puissance non européennes.

Ils savent que la culture d'Occident n'a de valeur que dans son ensemble ; ils savent que la faiblesse des pays divisés vis-à-vis des deux blocs U.R.S.S.-U.S.A. se transformerait en force si l'ALLEMAGNE, l'ANGLETERRE, la FRANCE et autour d'eux tous les pays d'EUROPE, unis dans leurs intérêts réciproques, prenaient conscience du fait qu'ils représentent une civilisation millénaire en face de leur complément africain, des possibilités économiques, politiques, culturelles, pour diriger le monde.

Ceci est une idée qui peut enthousiasmer la jeunesse, parce qu'il s'agit d'une idée pratique, d'une idée réelle. S'il est vrai que nous ne rassemblerons pas les jeunes pour une nouvelle guerre des Chouans, pour un nouveau 6 Février, pour de nouveaux défilés en chemises brunes, pour des acclamations sans fin à des Don Quichotte en quête de moulins à vent, ils se rassembleront d'eux-mêmes autour de cette EUROPE

qui va naître, peut-être boiteuse, mais qui naîtra quand même et sur laquelle ils fondent tous leurs espoirs.

Ils la veulent SOCIALISTE, parce qu'ils ont souffert de l'injustice et de la misère, et qu'ils ne veulent pas que les autres souffrent ; pacifiste, parce que beaucoup des leurs sont morts et qu'ils ne veulent pas passer leur temps à se battre pour donner des bénéfices aux marchands de canons, et aux financiers voraces et vendus.

Ils la veulent NATIONALE, parce que chacune des Nations qui la composeront peut être fière du patrimoine accumulé en des siècles de travail, de lutte, d'enthousiasme.

La jeunesse est tout acquise à l'idée de l'EUROPE. Il reste à lui donner un programme précis et nous assisterons au renouveau de l'Occident malade, mais animé du désir de revivre.

C'est pour cela que nous combattrons, c'est pour cela que nous demandons à tous les jeunes de se joindre à nous et ensemble, Allemands, Anglais, Français, Hollandais, Italiens, Yougoslaves, Belges, etc..., nous marcherons à la victoire.

Car la lutte sera dure, mais la victoire est au bout.

J.-C. KREMER.

Nous invitons, dès maintenant, nos camarades désireux d'avoir des renseignements et une documentation sur le *Centre Ouvrier-Paysan*, à s'adresser à J. C. Kremer, à *Défense de l'Occident*, 28, rue Serpente, Paris (6e).

Les trusts instrument des temps modernes

La Communauté de défense européenne dont on parle tant est réalisée, en vérité, depuis longtemps. Pendant que des tas de pauvres types se livraient à des batailles et à des rancunes utilisant leur peau, les malins se « défendaient », nationalement et européennement ! Et comment ! Les grands ennemis et coupables à fric devenaient des copains, des associés, le « criminel de guerre » Alfred Krupp était libéré, dénazifié, se mariait avec une Américaine et recevait 30 milliards pour décartelliser les usines et ses groupes d'affaires. Les compétitions anglo-franco-américano-belgo-hollando-allemandes se terminèrent le plus souvent par des ententes ! Un des plus formidables business réalisés fut le pool acier-charbon, magistrale réussite (peut-être momentanée) franco-belgo-allemande sous la supervision américaine et sous le nez des Anglais... ce qui explique beaucoup de desseins diplomatiques. Nous reviendrons plus tard sur cette affaire dont les répercussions commencent à se faire sentir sur le plan national en France comme en Belgique. En attendant, quelle « défense » ! La « Tribune de Paris » nous apprend que le traitement « moyen » des fonctionnaires du pool acier-charbon est de 335.000 francs belges (2.350.000 fr. français) ; il n'y a que 92 fonctionnaires et environ 275 temporaires. Ce pool, et bien d'autres grandes affaires internationales, indiquent la valeur réelle des guerres. Les possédants se détruisent pour ramasser dans un plus petit nombre de mains ce qui, hier, faisait l'indépendance et la richesse des nations. En tuant la concurrence, ils imposent une qualité et surtout les prix, ils contrôlent les armements du voisin... Le pétrole ne suffisant pas à la sujétion, ils y ajoutèrent le charbon et l'acier.

Ne nous fraponps pas ! Le cas n'est pas spécial à la France ! Une vive émotion s'empara de la Belgique quand elle apprit qu'une grosse entreprise industrielle se constituait avec : M. Maurice Brasseur, député social chrétien, ancien ministre de l'Intérieur de Belgique ; Mme Galopin, veuve de l'ancien gouverneur de la Banque nationale belge, tué par les nazis, etc... M. Messerschmidt, le grand et célèbre constructeur d'avions allemands (qui eut plus de chance que l'industriel français Renault). D'ailleurs, en Belgique, l'affairisme semble atteindre des proportions aussi gigantesques qu'en France. Un nouveau confrère de Bruxelles « le Cri du Peuple » paraît décidé à mettre les pieds dans le plat sans ménagements. Il entame de singulières révélations sur l'ura-

nium du Congo belge, sur le pétrole anversois de Camfine, etc... Tout cela semblerait indiquer que les richesses nationales, dans les pays pseudo-démocratiques deviennent des « masses de manœuvres » des gens bien placés par la politique. D'où l'utilité des nationalisations et des offices. Nous pourrions aller plus loin... Un journal espagnol est insulté par la presse new-yorkaise (au point de s'entendre traités « d'anti-juif ») parce qu'il prit, dans l'affaire « Barcelona-Traction », une position nationale contre les businessmen américains.

Alors, je laisse la C.D.E. aux contes de Noël .La « défense » est solidement établie. Parfois même, elle prend des allures d'attaque. Impossible d'offrir seulement la peau d'un chien pour consolider les tenants des rapines de guerre. Tant pis si l'on m'accuse d'entrer dans le jeu de Moscou. Pas un poil de hérisson pour conserver les monstrueuses affaires montées sur les ruines et dans le sang par les Américains, les Français ,les Belges et aussi par les Anglais, car nous pourrions continuer notre nomenclature par les sombres histoires du pétrole découvert en Sicile. Cet avis n'engage que moi et non le journal. Car qui dit « trusts » aboutit inéluctablement à la guerre. Je crois l'avoir démontré dans un ouvrage vieux de quatre ans et toujours d'actualité : « La guerre occulte du pétrole » (1). Je ne suis pas une girouette. En conséquence, allons-y pour une C.D.E... contre les trusts.

Malheureusement, le mot « trust » ne signifie pas grand'chose pour la plupart des gens. C'est un leit-motiv politique sans grande signification. Le sujet est prohibé dans les presses, en général, et dans les journaux français en particulier eux-mêmes instruments de ces trusts pour la plupart. Par exemple, il y a du pétrole en France à Lacq et à Parentis-en-Born, mais pas pour les Français tant qu'ils seront encore souverains. Autre exemple, pendant la présidence Pinay, un communiqué parut et de braves consommateurs crurent rêver. La présidence du Conseil faisait savoir qu'un industriel français ayant vendu au-dessous du cours imposé par le cartel des producteurs, ce dernier lui avait infligé 40 millions d'amende à verser à leur caisse noire de... manœuvres très diverses. Les Français virent UN communiqué de ce genre ; ils n'auront sans doute jamais le plaisir d'en lire d'autres. M. Pinay en a perdu sa place car un cartel d'affaires est plus puissant que les gouvernements. C'est ce que l'on appelle le régime ploutodémocratique.

Pour essayer de faire comprendre la suzeraineté des cartels, ou « systèmes », ou « trusts » ou « ententes économiques » qui asservissent la masse comme elle ne l'était pas avant 1789, nous allons prendre un exemple simple, une histoire toute bête, purement imaginaire.

Supposons que, dans un pays quelconque, vingt-cinq fabricants livrent au commerce des ampoules électriques. Admettons que ce soit avant la deuxième guerre mondiale. Ces 25 industriels se trouvent en concurrence ; ils fabriquent avec soin de l'excellente qualité ; ils calculent le plus juste prix pour appâter le client ; ils se déchaînent en publicité. Parmi ces 25 industriels, certains sont puissants, il y en a même qui ne sont que les prête-noms de sociétés étrangères très importantes. Une firme qui produit un ou deux millions de lampes peut en sortir dix, quinze, vingt fois plus, avec le même outillage ; c'est une question d'heures de travail, de chaînes plus rapides, donc prix de revient inférieurs. Alors, une demi-douzaine de ces industriels s'entendent pour absorber les firmes moins importantes, soit régulièrement, soit par sabotage de la production, soit par pression sur les banques pour restreindre ou supprimer les crédits de façon à acculer les récalcitrants à vendre leur usine, ou à entrer dans le système. Dans un pays où les ententes de banques sont étroites, voir

nationalisées, l'opération devient un jeu d'étrangler les petits indépendants grâce aux « employés » politiques du cartel.

Deuxième phase, toujours imaginaire. Les 25 ne sont plus que 8 par exemple. La consommation nationale d'ampoules électriques étant de X centaines de millions, l'un des industriels représente y/100, l'autre z/100, puis v/100, etc... Les fabriquants se distribuent la consommation nationale ; si la consommation dépasse le chiffre prévu, la surconsommation est partagée au prorata de chacun. Deuxième combinaison, toutes les ampoules sortent de la même usine et chaque industriel y appose simplement sa marque de fabrique. C'est le trust.

D'abord, cette « contraction » (c'est le terme employé) permet un prix de fabrique extrêmement bas. Ensuite, les gens du « système » sont liés par l'obligation de vendre à un prix déterminé : suppression de la concurrence, donc de la publicité, amenuisement de la marge bénéficiaire du détaillant, voyageurs de commerce presque inutiles puisque la concurrence est morte, etc... Le prix de revient baisse considérablement ; en certains cas il est de 50 %. Le consommateur va-t-il en profiter A quoi servirait le cartel ? Au contraire, plus de concurrence, prix maîtres ! Supposons que ce cas se produise en France, nous donnerions une image comparative en disant que l'ampoule du système coûte de trois à quatre fois plus qu'en pays étranger à concurrences ou sans trust.

Ce n'est pas terminé. Plus on fabrique d'ampoules, plus chaque compère gagne de l'argent ! Alors, comment faire augmenter la consommation ? Idée générale : en diminuant la qualité. La lampe d'avant-guerre qui durait plusieurs années et qui n'arrivait pas à « claquer » fait place à une lampe au fil tellement fin et calculé qu'il ne résiste pas à quelques surtensions du secteur. Et alors le pays devient gros consommateur d'ampoules ! Et alors les bénéfices roulent en cataractes ! De plus, si la force électrique est, par hasard, entre des mains amies qui peuvent, oh ! par inadvertance, coller des surtensions fréquentes, la lampe qui éclairait, jadis, quatre ou cinq ans, doit être changée deux ou trois fois par an !

Avez-vous compris ce qu'est un trust, un système, un cartel, une entente ?

Nous aurions pu prendre d'autres exemples, comme les tissus, les confitures, le papier, etc..., pour indiquer que le trust est essentiellement intéressé par les produits de grande consommation et de première nécessité. Le principe du trust est qu'il vaut mieux gagner des millions de fois cent francs que dix fois cent mille francs. C'est pourquoi tout ce qui est indispensable aux milliards d'êtres humains, qu'il s'agisse de manger, de boire, de vêtements, de transports, de produits chimiques, etc..., retient toujours l'attention des grandes congrégations économiques. C'est le régime de conception économique qui veut s'imposer au monde, surtout depuis la deuxième guerre mondiale.

Ces systèmes jouent à l'échelle nationale ou internationale. Quand ils règnent sur un groupe de pays et qu'un système concurrent sévit sur un groupe d'autres pays, il y a danger de guerre car le trust est toujours politique ; il eut soin de faire avaliser ses intérêts comme « nationaux ». C'est la rivalité du pétrole anglais et du pétrole américain avec leurs satellites étrangers. Ce sont les courses aux matières premières (Tunisie, Maroc, Egypte, Asie-Mineure, Chine) pour chaque « système » concurrent. Ce sont les véritables causes des conquêtes coloniales, des annexions, des nationalisations, prétextes à faire passer dans les mains d'hommes de paille la direction (sans concurrence possible) de tout un compartiment d'une économie nationale, sans risques et sans

frais, que l'on fera entrer dans tel ou tel jeu. Les ordres donnés aux établissements de crédit, nationalisés ou filiales de « systèmes », achèveront la mise à mort des petits et des moyens producteurs qui disparaîtront pour augmenter les débouchés des magnats de l'industrie et du commerce dont l'absolutisme vise prix et qualité. L'Europe revient à un système féodal pire que l'ancien, parce que sans retenue et sans cœur, dont voici un exemple précis de hardiesse et de complicité (extrait de quelques journaux du 30/12/53) :

« *Après un long débat qui avait occupé sa séance de nuit, le Conseil de la République a repoussé au cours de sa séance de mardi matin, l'ensemble du budget des affaires économiques par 164 voix contre 137.*

« *Alors que tous les autres articles avaient été adoptés, les sénateurs, à la majorité absolue, se sont opposés au relèvement de 0,50 à 1 % du taux de la taxe d'encouragement à la production textile, celle du lin pour la presque totalité.*

« *Il s'est avéré que cette augmentation, d'apparence anodine, aurait permis à deux cents privilégiés de se partager deux milliards et demi de bénéfices supplémentaires, l'an prochain, pour 1.700 salariés seulement.*

« *Le Conseil de la République, en repoussant le budget dans lequel avait été introduit par artifice le texte incriminé, a montré sa vigilance, le vote par l'Assemblée Nationale ayant été obtenu par surprise.* »

...Par surprise ou par complicité, ces deux petits milliards et demi d'un côté ?

Pour une affaire qui échoue in extremis, combien d'autres réussissent et passent inaperçues ?

Commencez-vous à comprendre ce qu'est un trust ? Des gens qui se « défendent » si bien eux-même, directement et indirectement, ont-ils besoin des peaux d'une communauté pour les défendre ? Nous conclurons après un prochain tour d'horizon dans un domaine annexe.

Pierre de CADILLAC.

Le Maroc victime d'un "système"

Nous avons à peu près tout dit, tout écrit, ici, ailleurs (1) et en temps opportun sur les événements qui se dérouleraient au Maroc si le gouvernement français continuait à se contenter de la politique de Potenkine. Nous sommes désolés d'avoir raison parce que nous connaissons le pays autrement qu'à travers une certaine forme de sybaritisme. M. Lacoste, malgré sa bonne volonté, ne pourra pas œuvrer utilement en venant tous les huit jours à Paris monter aux ordres. La « politique de la tasse de thé » se mène de douar à douar, mais surtout pas de Palais à Ministère. Car c'est au Ministère qu'aboutissent les ficelles de gens angoissés beaucoup moins par la pérennité française que par les dividendes en perte de vitesse.

En Tunisie, M. Voizard eut le tort de ne pas connaître l'expérience de l'un de ses prédécesseurs qui s'appelait M. Marcel Peyrouton. M. Voizard voulut frapper un grand coup en libérant massivement les trublions mis en résidence surveillée. Dès qu'ils furent libérés, les attentats reprirent au point de nécessiter l'envoi de troupes d'urgence. Cet inconvénient de nommer des préconsuls ignorant la métaphysique musulmane incite le gouvernement au perseverare diabolicum en envoyant M. Lacoste à Rabat. Nous souhaitons néanmoins pleine réussite au nouveau Résident général qui, espérons-le, sera davantage un psychologue qu'un comptable.

Des amis, des camarades, rentrent du Maroc sans espoir de retour. Ils ont femmes et enfants, ils en ont assez de se terrer chez eux dès que la nuit tombe, ou de ne plus oser s'aventurer trop loin sur une route déserte. Les camions de « la police supplétive », avec leurs douze hommes l'arme au pied, qui parcourent la ville sans arrêt, les hommes des forces spéciales en faction à chaque coin de rue palpant l'indigène les mains levées pour voir s'il n'a pas d'arme, l'audace des tueurs touchant, dit-on, 5.000 francs par roumi ou collaborateur des blancs descendu, tout cela et bien d'autres choses encore tuent la confiance dans ce pays qui partait si magnifiquement vers un destin doré. Les importants capitaux étrangers cherchent à se retirer au moindre mal et cette dérobade constitue peut-être l'indice le plus sérieux d'une époque révolue. Le Maroc va peut-être mourir d'une crise déclenchée par des égoïsmes sacrés. Puisqu'en Afrique du Nord, nous sommes en l'an 1945 d'Indochine, il serait criminel de cacher des vérités plus longtemps. Nous allons schématiser des faits inconnus du public. Nous nous abstenons volontairement de donner des

(1) Cf « Les dessous du drame nord-africain » (Dervy, éditeur, Paris).

noms pour le moment. Nous ne voulons désigner personne à la vindicte des exaltés. Nous ne le ferons que si les événements nous y obligent, au Maroc comme en Tunisie puisque les « systèmes » fonctionnent partout.

* *
*

Le Maroc français est une terre de compétitions industrielles. Dès la fin du dix-neuvième siècle, de puissants magnats de l'industrie internationale connaissaient le Maroc et ses possibilités. L'un d'eux, un Allemand, avait acheté au Sultan du Maroc plus de 2.000 concessions, tant minières que territoriales. Des Anglais prospectaient aussi pour leur compte. Mais l'Allemagne et l'Angleterre hésitaient à intervenir directement au Maroc pour soutenir leurs ressortissants et leur permettre de mettre en valeur les concessions acquises.

Des hommes d'affaires français constituèrent un « syndicat » pour tenter de battre les prospecteurs concurrents. Un banquier parisien, d'origine étrangère, menait l'opération. Plutôt que d'envoyer des hommes dans le pays, le « syndicat » trouva ses boucs émissaires français parmi les hommes politiques. Fachoda résonnait encore aux oreilles. Alors, les hommes de paille amorcèrent des conversations diplomatiques avec Londres. Il y eut un accord de principe que le bon peuple salua comme l'Entente Cordiale, alors que ce n'était que l'entente des businessmen anglais et français. Il y a exactement cinquante ans. Pas de sentiment en ces sortes d'affaires ! Le sentiment c'est pour l'opinion publique et la presse ! Donnant, donnant. La France abandonnera ses « droits » sur l'Egypte en faveur de l'Angleterre et en échange, cette dernière ne s'opposera pas à une action militaire française au Maroc. Telle est la vérité sur l'origine de l'Entente Cordiale.

Les Français conquirent le Maroc... avec l'argent des contribuables français. Mais le « syndicat » était le véritable maître des opérations, à tel point qu'un des affairistes de ce groupement donnait des ordres stratégiques à un général par dessus la tête du ministre de la guerre. Et la banque du « Syndicat » prit possession du Maroc, c'est-à-dire de l'essentiel du pays, car il fallait quand même laisser des bribes aux indépendants pour attirer l'élément blanc nécessaire à la constitution des cadres du pays « neuf ».

Les premières Sociétés se multiplièrent à une cadence vertigineuse, mais tous les fils aboutissaient aux membres du « syndicat » suivant les spécialités de chacun. La banque eut des douzaines d'activités, se dédoubla en établissements locaux et favorisa particulièrement les coréligionnaires du directeur qui vinrent de Bordeaux, de Paris et d'ailleurs, miser sur le Maroc. Une de ces familles est encore majoritaire dans plus de quinze Sociétés marocaines et africaines par incidence. L'Arabe, qui s'entend mieux avec l'Israëlite que l'autochtone marocain, c'est-à-dire le Berbère, devint l'élément indigène dominant dans le Protectorat qui compte environ 500.000 indigènes israëlites.

La fureur des industriels allemands de se voir « coiffés » sur le poteau par la France eut des répercussions graves à Tanger et à Agadir. Mais on n'en donna jamais les véritables raisons. Le « syndicat » ayant racheté les dettes extérieures de l'ancien Sultan (60 millions de francs-or), opposait la sourde oreille et la passivité la plus complète aux demandes allemandes voulant faire respecter les concessions acquises par les ressortissants du Reich avant l'arrivée des Français. Le Maroc est une des quatre causes principales de la guerre de 1914. Cette guerre était indispensable pour déloger les

Allemands des pétroles turcs et de leurs concessions marocaines. Il y a des choses peu agréable à dire, mais l'honnêteté ne peut les passer sous silence.

La guerre 14-18 perdue pour l'Allemagne, il ne fut plus question des concessions allemandes au Maroc français (pour celles du Maroc espagnol, c'est une autre question qui nous vaudra la guerre du Riff dès que les industriels allemands eurent fait cause commune avec les industriels anglais en 1923.) Pour éviter des revendications ultérieures, les adhérents du « syndicat » s'empressèrent de faire décréter des sortes de nationalisations sous les appellations « d'offices chérifiens » supervisés, évidemment, par des hommes-liges qui accordent concessions et facilités aux sociétés « dans le circuit ». Grâce à ces offices, on évite les recours des anciens propriétaires de concessions puisque tout est propriété de l'Etat marocain, en principe. Notons un seul accroc, en 1936, lorsque Mussolini revendique les phosphates marocains et porte la question devant la Cour Internationale de La Haye. Sans suite. Telle est, dans ses grandes lignes, la genèse de l'institution des féods marocains, directement ou indirectement, dans les mêmes mains pour les trois cinquièmes.

*
* *

Inutile de spécifier que ce système était tellement considérable que les pouvoirs politiques étaient à sa disposition. Qui dit « politiques » dit « administratifs ». Et beaucoup de politiciens étaient directement intéressés dans les affaires marocaines. Cela permettra de comprendre pourquoi les affaires coloniales, en général, et marocaines, en particulier, sont obstinément dirigées de Paris par des hommes ne connaissant rigoureusement rien du pays, la plupart du temps.

Il ne suffisait pas de gagner des centaines de milliards, encore fallait-il que ce fut à la marge maximum de bénéfices ! Alors, plus le Maroc demeurerait sans organisation sociale, sans charges dues à d'importants services publics, moins les impôts seraient lourds. Au Maroc, il n'y a aucune Sécurité Sociale, pas d'allocations familiales, pas d'impôts sur les salaires ni sur les revenus ! En ce début 1954, lorsqu'un établissement réalisait plusieurs centaines de millions d'affaires par an payait, en tout et pour tout, 8 % de son chiffre comme impôts, c'était le maximum ! Peu d'impôts, peu d'argent, pas de grandes réalisations sociales favorables aux Indigènes, beaucoup de paupérisme, de bidonvilles.

Pour les grands industriels et possédants milliardaires, il était donc nécessaire de soutenir un souverain dans la tradition arriérée musulmane, de l'abrutir de femmes et de parfums pour lui éviter de sombrer dans le modernisme, donc dans les dépenses sociales irréalisables sans l'accroissement des impôts. C'est dans ce drame que personne n'ose soulever jusqu'à ce jour qu'il faut chercher l'attitude du Sultan déchu Sidi Mohammed et de l'Istiqlal directement subventionné par des industriels français du Maroc. On vit un aviateur connu de la guerre, fils d'un richissime Français du Maroc, venir en avion à Paris spécialement pour tenter de sauver le Sultan. Ce Sultan avait trois femmes et vingt-huit concubines. Je me suis lassé dire que, parmi ses vingt-huit concubines, certaines furent achetées et offertes à Sidi Mohammed par des milliardaires européens du Maroc pour le garder à leur cause. On craignait que le Maroc devienne un pays comme l'Algérie où les impôts et les charges sociales sont devenus les mêmes qu'en France. Différence dans les dividendes de fin d'année : 30 %.) A ces manœuvres vinrent s'ajouter des initiatives plus ou

moins heureuses d'égoïsmes forcenés. Et un Sultan perdit son trône parce qu'on l'avait abruti avec trente et une femmes et trois cents flacons de parfums, agréments propices au tempérament musulman (1). (Le Shah d'Iran, musulman aussi, se contente d'une seule femme, la belle Soraya... demi-européenne. Et très anglophile...)

Pour n'avoir rien voulu donner aux Marocains, la France risque de tout perdre par suite de la collusion du législatif, de l'exécutif et du business. Parce que le « système » marocain est maître du Maroc avant le gouvernement français. Entre la démagogie d'un Labonne et le ton cassant d'un Juin, il y avait place à une époque, pour un moyen terme profitable à tous. Le « Plan de réformes marocaines » de 1934, présenté respectueusement au gouvernement français par les leaders actuels de l'Istiqlal ne mettait pas en cause la souveraineté française. Mais l'accession des Marocains à certains postes gênait certains craignant de ne plus être arbitres des tripatouillages plus faciles en petits comités de même confession. Aujourd'hui, il est trop tard.

Il faudrait un volume pour conter dans le détail les fautes dont la somme risque de nous coûter le Maroc. Car les Allemands n'ont toujours pas perdu de vue leurs concessions enregistrées d'avant 1906 et que le simple dahir d'un nouveau souverain peut leur rendre. De même que, depuis l'accord secret franco-anglais de 1928, l'Angleterre a le monopole des pétroles marocain qu'elle stérilise tant que la France demeure maîtresse au Maroc (monopole confirmé par Léon Blum au Résident général Noguès en 1936).

Terminons, pour aujourd'hui, par un fait personnel. Un richissime industriel français ayant usines, sociétés, en France, en Algérie, au Maroc, en Afrique Noire m'écrivit un jour que l'on ne dira jamais assez la vérité sur les colonies françaises. Je lui demandai s'il pensait contribuer à la diffusion de cette vérité, car, de nos jours, il faut aider la vérité à cheminer tant les ostracismes sont vigilants. Il ne me répondit pas. Depuis la série d'attentats au Maroc, je pense à lui. Je sais combien il paie les manœuvres indigènes dans les usines marocaines. Pas très cher et peu d'impôts. Mais j'ai appris qu'il vend le litre d'huile 225 fr. au Maroc pas loin du Sénégal, pays de l'arachide et l'huile d'olive 260 fr. au Maroc, producteur d'olives. Plus cher qu'en France ! Si, un jour, il arrive malheur à l'une de ses usines, je serai obligé de croire en la justice immanente et je rendrai grâce à Allah !

Quand le « système » abuse, je ne vois pas pourquoi les contribuables français sont obligés de payer les frais de leurs indigestions. Malheureusement, beaucoup de braves gens fils de leurs œuvres, de gagne-petit, de salariés n'ayant pas d'avions particuliers, paieront pour eux du « système » franco-marocain.

Pierre FONTAINE.

---

(1) A remarquer la similitude avec les méthodes du système qui sévit sur la France : abrutissement de l'opinion par les histoires privées des actrices de cinéma ou de théâtre, les grands procès et la culture du fait divers.

Les crimes de guerre des Alliés

Nous présentons aujourd'hui quelques extraits du livre du R.P. Reichenberger sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, commis par les alliés durant la seconde guerre mondiale. Ayant émigré aux Etats-Unis, le R.P. Reicherberger eut la désagréable surprise de constater que, sous le régime rooseveltien, les milieux dirigeants américains ne poursuivaient pas la lutte contre la seule idéologie nationale-socialiste, mais au contraire entretenaient une haine farouche contre le peuple allemand, contre tout ce qui était allemand.

Avec un courage extraordinaire, il rassembla tous les témoignages et documents relatifs aux périodes noires de 1945, et organisa des conférences et des réunions, publia des articles aux Etats-Unis, alors en pleine euphorie victorieuse. Son action d'abord limitée s'étendit en profondeur et ses patientes recherches devaient lui fournir la matière de plusieurs ouvrages remarquables qui jettent un jour nouveau sur la conduite de la guerre et sur les derniers jours de la guerre en Allemagne. Nul doute que par leur précision, leur témoignage objectif sans haine ils rétabliront la vérité, à savoir que les criminels de guerre n'étaient pas seulement du côté allemand.

Les extraits d'un de ces ouvrages intitulé : « *Les Crimes de guerre alliés* » que nous avons glané au hasard de ce recueil révèlent un espect — anecdotique certes — mais peu glorieux de la guerre « *pour le Droit et la Civilisation* ».

***

Parmi les actes reprochés à l'armée américaine, le massacre de civils sans défense par une aviation déchaînée, l'attaque de trains de voyageurs, de réfugiés ou de trains-hôpitaux tiennent une grande place.

Fin juillet 1944, lors de la bataille de Normandie, une colonne de réfugiés français d'environ 150 personnes, com-

prenant femmes, enfants et vieillards, qui fuyait sur les routes en arborant des drapeaux blancs — de ce fait facilement identifiable — est attaquée par des chasseurs américains qui mitraillent cette troupe sans défense. 83 morts et 12 blessés, tel fut le bilan de ce fait d'armes.

Un train-hôpital stationné en gare de Landstuhl (Palatinat) fut mitraillé sans égard pour ses croix rouges facilement reconnaissables. Les blessés qui moururent ce jour là ne furent pas les seuls ocupants de trains-hôpitaux qui périrent sous les balles des mitrailleuses de l'aviation U.S. La guerre à l'ouest vit sans cesse se répéter ces « *erreurs* ».

On peut comprendre et admettre les erreurs d'objectifs ou les excès commis dans l'ardeur du combat. Mais peut-on excuser un petit fait comme celui-ci, simple, bref, banal et qui s'est passé — après la fin de la guerre — au camp de prisonniers de Heilbronn :

« Un officier qui refusait de se laisser voler sa montre est abattu ».

Des incidents semblables se sont renouvelés trop fréquemment.

Quatre soldats allemands qui s'approchaient désarmés et les mains levées d'un char américain, sont abattus à la mitrailleuse à une distance de 50 mètres (dans les environs de Moosburg-sur-Isar).

A Innsbrück-sur-Inn, un soldat américain abat sans raison un civil français dans le restaurant Hentschel.

Au cours d'une perquisition dans une maison à Bad-Eisier des soldats américains s'approprient une serviette contenant 1.800 marks. Les soldats répondent au propriétaire qui se plaint, en le menaçant de leurs mitraillettes, par ces mots : « *C'est la guerre* »...

Au camp de prisonniers d'Attichy (France), la nourriture représentait journellement la valeur de 600 à 800 calories... chez les prisoniers la sous-alimentation apparaît sous ses pires formes...

Au camp de Berlin-Lichterfelde (prisonniers politiques), les 700 détenus du camp doivent coucher à même le sol avec deux minces couvertures, au mois de novembre. Parmi eux se trouvent 20 mutilés, dont plusieurs aveugles. Quatre ou cinq fois par jour ont lieu des appels qui durent souvent plus d'une heure.

⁂

L'armée gaulliste, arrivée à la remorque des armées anglo-américaines, se signala par des excès moins étendus, mais les viols, les pillages et les incendies volontaires ainsi

que les exécutions d'otages qui s'étendent sur 35 pages du livre de Reichenberger, offrent une image significative de ce que furent en particulier les années 1944-45 et 1946.

Quel jugement peut-on formuler lorsqu'on lit le récit de faits tels que ceux-ci :

« En avril 1945, après l'entrée des « *troupes françaises* » à Herrenberg, plus de 100 femmes sont violées, souvent sous la menace des armes et en présence de leurs pères, mères ou enfants. Des femmes de 70 ans ne sont pas épargnées... »

Stuttgart, Karlsruhe, Freudenstadt, d'autres villes virent se renouveler des faits d'une égale gravité, dont on n'est pas toujours sûr qu'ils aient été l'apanage exclusif des troupes coloniales.

Sur ce point, la documentation du P. Reichenberger est loin de couvrir tous les faits du même genre qui se produisirent en 1945. Nous le montrerons dans notre prochain numéro, en publiant un document inédit sur cette question.

***

Les assassinats de territoriaux égarés, les attaques d'ambulances, les mauvais traitements envers les prisonniers sont des faits qui ressortent beaucoup trop souvent de l'enquête du P. Reichenberger.

Nous citons, là encore, quelques-uns des fait rapportés.

A Paris, le 25-8-44, des prisonniers de guerre allemands sont blessés par des pierres, des coups de bâton ou de couteau, maltraités et complètement dévalisés...

Des « *troupes* » du maquis s'emparent de 10 blessés allemands à l'hôpital d'Aix-les-Bains (parmi ces blessés se trouvaient des pères de six enfants), les chargent sur un camion et les abattent sur place, derrière l'église...

Lors de la retraite des troupes allemandes dans la région de Longwy, des voitures sanitaires allemandes sont attaquées par un groupe de résistants et pillées. Chauffeurs et blessés sont massacrés et mutilés (été 1944).

A Rynans, 3 soldats français assomment des blessés allemands à coup de crosse pour les piller... (16-11-44).

Des « *soldats* » français, près de Bruchsal, font sortir plusieurs jeune filles de 14 à 17 ans d'un abri anti-aérien et les violent (4 avril 1945).

A Karlsruhe, sans raison, des soldats français mettent le feu à deux maisons (10-4-45)...

Pendant leur transport de Pforzheim vers l'Alsace des prisonniers de guerre sont frappés à coup de crosse et de bâton (avril 1945).

A Stuttgart, des promeneurs sont conduits par des « *soldats* » français dans une école vide, et, sous la menace des armes ainsi que par des coups au visage, dépouillés de leurs montres et objets de valeur (juillet 1945).

Dans les camps de Brumat et d'Haguenau (Alsace), tous les prisonniers sont complètement dévalisés. La femme d'un « *officier* » français prend part aux pillages et transporte chez elle les objets volés (été 1946).

Sur ce point encore, la documentation de P. Reichenberger n'est pas complète et une enquête approfondie ferait ressortir beaucoup d'autres actes criminels.

***

Les Anglais, les Belges, les Italiens, les Yougoslaves, commirent aussi des actes contraires aux lois de la guerre.

A Hoya-sur-Weser, des soldats anglais violent plusieurs filles et une femme (mai 1945).

Deux avions anglais attaquent un train-hôpital à 30 kms de Paris, par temps clair... D'innombrables blessés sont atteints (été 1944).

Des « *soldats* » belges, sur l'autostrade Eisenach-Hersfeld, dépouillent les civils allemands de leurs bicyclettes, montres en or et bagues (12-4-1945).

Des « *partisans* » belges attaquent des ambulances allemandes, malgré les signes nettement visibles de la Croix-Rouge. Trois blessés sont tués et quatre autres sévèrement atteints... (septembre 1944).

Des partisans belges assassinent un chef de bataillon allemand, le dépouillent complètement et mutilent son cadavre... (8-9-1944).

Dans la région de Vodo (Dolomites), des Italiens ouvrent le feu sur des soldats allemands désarmés, et en tuent un... (4 mai 1945).

A Molina, près de Predazzo, deux soldats allemands sont trouvés dans une voiture sanitaire attaquée par des partisans: ils ont les oreilles coupées, les yeux crevés et les parties sexuelles arrachées (8 mai 1945).

***

En Tchocoslovaquie, les massacres de 1945 ont atteint un maximum d'horreur, dont les quelques exemples que nous donnons n'offrent qu'une faible image :

A l'occasion d'une fête nationale, à Melnik, un Allemand est pendu par les piers à un réverbère sur la place publique, arrosé d'essence et brûlé vif (10 mai 1945).

Sur la route de Laun vers Saaz, de nombreux blessés allemands meurent de soif parce que la population tchèque refuse de leur donner de l'eau (milieu de mai 1945).

Un officier hongrois a été le témoin du fait suivant à Prague en 1945. La capitale, placée au cœur de la Bohème, avait pris le caractère d'une ville hôpital. Les blessés des secteurs nord et est du front de l'est avaient été rassemblés à Prague dont, en avril 1945, les différents hôpitaux comptaient environ 60.000 blessés allemands et hongrois. Le commandant allemand de la garnison, aux termes des conventions internationales, avait déclaré Prague ville hôpital, les troupes avaient évacué la ville et les milliers de blessés, rivés à leurs lits, espéraient l'arrivée des troupes américaines. Le destin décida autrement.

Ces mêmes tchèques qui avaient, pendant toute la guerre, travaillé pour l'industrie de guerre allemande, organisèrent cinq jours avant la cessation des hostilités, une insurrection armée dans une ville où il n'y avait plus de troupes allemandes en armes.

Des soldats allemands furent attachés à des lampadaires et brûlés vifs, tandis que les Tchèques envahissaient les hôpitaux, assassinaient les blessés. D'autres pillaient et incendiaient les magasins allemands et précipitaient leurs propriétaires dans la rue, du quatrième étage...

A la caserne Scharnhorst plus de 4.000 blessés qui y avaient été rassemblés furent abattus.

Lorsque des unités blindées allemandes accoururent pour mettre fin au carnage et protéger les blessés survivants, des femmes et des jeunes filles allemandes furent employées comme bouclier par les Tchèques. Ceux-ci, après les avoir violées et frappées à coup de crosse et de fouet, les forçaient, entièrement nues, à dresser des barricades et à enterrer les cadavres, quelquefois ceux de leurs parents assassinés sous leurs propres yeux !

Le Président Benesch couvrait, en quelque sorte de son autorité l'action libératrice des partisans tchèques, lorsqu'il déclairait dans son décret d'expulsion à l'égard des Allemands des Sudètes :

« *Les Allemands et les Magyars ne sont pas des éléments sûrs. Il faut leur enlever tout bien et les chasser de toute Administration. Prenez tout aux Allemands jusqu'aux mouchoirs avec lesquels ils pourraient pleurer* ».

Radio-Prague accompagnait l'annonce de ce décret et sa mise à exécution par cette invitation quotidienne : « *A mort tous les Allemands* ».

Une députation de prêtres des Sudètes qui vint à Berlin chercher du secours, fournit ce témoignage :

Fin août 1945, un convoi d'Allemands des Sudètes arriva à Berlin. Il venait de Troppau (Silésie Tchèque), et voyagea 18 jours au cours desquels 1.050 des 2.400 femmes, enfants et vieillards qu'il comptait, moururent d'épuisement dans les wagons.

Partout, des enfants, au cours de l'exode forcé des Allemands des Sudètes vers l'Allemagne, sont morts sur les routes, entre des villages tchèques ou l'on refusait du lait et du pain à leurs mères. Des milliers de malheureux ont trouvé la mort dans cette effroyable opération de « *déracinement* » d'une population entière et le dossier de cette catastrophe est malheureusement si abondant que le P. Reichenberger y consacre de nombreux chapitres d'un second livre (*Europa in Trümmern* »), et qu'il avait pu, auparavant, en tirer la matière d'un livre tout entier : « *Die Ostdeutsche Passion* » (1949).

En gros sur les trois millions et demi d'Allemands des Sudètres, près de deux millions et demi ont été expulsés. 800.00 d'entre sont portés disparus, 200.000 environ ont été tués sur les différents champs de bataille, 200.000 autres ont fui et 400.000 environ ont été tués par les Tchèques en l'espace de six mois.

*
* *

On retrouve chez les Polonais une cruauté identique à celle des Tchèques. Déjà avant le déclenchement de la guerre, de nombreux Allemands furent assassinés à Posen, d'autres maltraités et insultés...

Les conditions de vie dans les territoires allemands de l'est occupés par les Polonais pouvaient se résumer ainsi : viols de femmes, filles et vieilles femmes sur les places publiques, pillage de voyageurs qui devaient poursuivre nus leur route... Dans de nomberux endroits de Silésie, les petits enfants ont disparu, assassinés ou morts d efaim, on a assassiné les femmes malades en guise de traitement..., et comme conséquence de tout cela : des suicides qui, dans certaines localités, atteignirent jusqu'au cinquième de la population.

*
* *

Cinquante-cinq pages de réquisitoire accusent les troupes soviétiques d'une barbarie encore trop peu connue et nous éclairent sur ce que fut la guerre à l'est : une lutte à mort entre deux idéologies, un combat mené du côté soviétique avec toute la barbarie du primitif, envenimé par les représailles

de l'armée allemande, que nous pourrons mieux comprendre en lisant ces quelques lignes :

Dans le « *kessel* » de Tcherkassy, une colonne sanitaire d'environ 350 véhicules, transportant de 2.500 à 3.000 blessés, est attaquée par les Russes : elle est laminée par les chars qui la brisent sous le feu de leurs canons et le fer de leurs chenilles. C'était en février 1944, mais dès le début de la guerre, la sauvagerie apparut : elle devait prendre une ampleur tragique en 1944-45, alors que les hordes rouges déferlaient sur le centre de l'Europe et combien de fois peut-on lire dans le livre de R.P. Reichenberger ces lignes :

« Dans les environs de Memel, filles et femmes sont violées jusqu'à 20 fois par les soldats russes » (février 1944).

A Wolchow, des soldats allemands prisonniers, par un froid de moins 40° sont complètement déshabillés et maltraités par les Russes (1941).

Dans le secteur de Bjelcy, au sud-ouest de Rohew, sept prisonniers allemands sont tués d'une balle dans la nuque... (septembre 1941).

Août 1943. — Une cinquantaine de soldats allemands en captivité à Pojehuya sont tués d'un coup de feu dans la nuque.

Près de Budapest, des soldats allemands ont les yeux crevés et les crânes défoncés par les Russes... (février 1945).

A Riegersburg (Steiermark), les soldats rouges brûlent la majeure partie de la ville et violent les femmes qui y sont restées... (avril 1945).

Des chasseurs rouges tirent sur des réfugiés allemands, composés de femmes et d'enfants (ouest de Rathenow, avril 1945).

Des bombardiers attaquent à la bombe et avec leurs armes de bord le navire-hôpital allemand *Praetoria*, en rade de Héla. Le navire prend feu (avril 1945).

Près de Spremberg-Niederlausitz, des soldats russes assassinent des blessés allemands pour les dévaliser.

***

Ce trop long dossier publié par le R.P. Reichenberger nous aide à mieux comprendre certains aspects trop ignorés de la dernière guerre. On conçoit que les Alliés n'en parlent pas ou à peine, car ils ne sont guère à leur honneur.

Des sanctions ont-elles été prises contre ces actes ? Les responsables ont-ils même été recherchés ? Notre presse, en tout cas, ne nous a jamais renseigné à cet égard.

On comprend mieux à la lecture d'un tel dossier les plaintes des avocats allemands qui n'ont cessé d'affirmer que des actes absolument analogues aux faits qualifiés de « *crimes de guerre* » lorsqu'on les reproche aux troupes allemandes ont été commis par les ressortissants des armées Alliées et n'ont fait, dans ce cas, l'objet d'aucune poursuite.

Car il faudrait pouvoir publier tous les témoignages rassemblés dans les différents livres du R.-P. Reichenberger, afin d'avoir une vue d'ensemble des événements atroces qui se sont déroulés en 1945, en particulier en Allemagne orientale, lors de l'arrivée des troupes d'invasion soviétiques et pendant l'exode massif des 10 millions d'Allemands « *expulsés de l'est* ». Sans pour autant oublier les dizaines de milliers de civils transformés en torches humaines par les bombes au phospores anglo-américaines à Hambourg, Dresden et dans de nombreuses autres villes allemandes.

Si de tels actes sont malheureusement inhérents à la nature même de la guerre, de la guerre totale de part et d'autre et de l'occupation, n'est-ce pas une raison de plus pour tout le monde de rechercher l'oubli de telles horreurs et la réconciliation des peuples ?

En une période où l'on commémore à grands renforts de manifestations et de discours, le double anniversaire, curieusement rapproché, de la bataille de la Marne et de la « *Libération* », peut-être convenait-il de parler également des souffrances du peuple allemand et des actions peu glorieuses des troupes Alliées, afin de rétablir la vérité.

Nous n'évoquons pas ces événements dans un esprit de haine, mais seulement pour constater que tous les peuples sont égaux dans le malheur et que les survivants de ces massacres européens doivent s'unir pour en éviter le retour.

Au lieu bien souvent, sous le couvert de manifestations du souvenir, d'entretenir la haine et d'exploiter les cadavres, on ferait mieux de penser à l'avenir des vivants.

Nous souhaitons qu'un jour la vérité puisse triompher et que le souvenir des années noires ne serve plus à des fins bassement politiques. Dans l'Europe de demain, il ne devra y avoir *qu'une journée européenne des morts et du souvenir*, journée de recueillement où toute l'Europe pensera à ses fils tombés dans les luttes fraticides et fera le serment de rendre de tels conflits à jamais impossibles.

Telle est la leçon que nous tirons de l'admirable action entreprise par le R. P. Reichenberger.

d'après le R. P. REICHENBERGER.

Récit

Journal d'un homme occupé

par ROBERT *BRASILLACH.*

Peu de temps après nous quittions le camp de Warburg pour celui de Soest, en Westphalie.

Ce n'était pas un camp désagréable que ce camp où je suis venu échouer pour y terminer ma captivité : dans le genre, genre que je n'apprécie pas, c'est peut-être même ce qui se fait de mieux. Pas de baraques, des blocs de caserne qui ressemblent passablement aux blocs que l'on peut voir aux portes de Paris. La campagne au loin, à perte de vue, qui brille sur une petite ville d'où montent, entre les feuillages, deux clochers purs et charmants. Un grand espace entre les barbelés, couvert de gravier rouge, où les prisonniers tournent en rond pour tromper leur ennui. Et les miradors où veillent les sentinelles. Ce sera le décor de ma vie. J'y ai habité plusieurs chambres, toutes plus ou moins semblables, avec leurs lits à étages, leurs images aux murs, les parties de cartes interminables, les repas en commun dans les grosses gamelles d'émail brun qui ressemblent à des cuvettes. Plus tard, petit à petit, j'ordonnerai en moi ces souvenirs, je remettrai à leur vraie place ce qui me vient d'un camp ou d'un autre : ce sont les derniers mois qui m'apportent aujourd'hui leurs images, les derniers mois qui, après tout, m'ont été chers.

(1) Voir les nos 11, 12, 13 et 14 de *Défense de l'Occident.*

⁂

Au camp de Soest, l'on enseignait toute chose, *scibilis aut non scibilis* depuis 8 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir.

Dans chaque chambre, il y a un tabouret par habitant. Et l'un des spectacles les plus comiques du camp est assurément la procession des tabourets, que l'on porte sur les épaules ou sur la tête, pour aller assister aux conférences, dans les combles de la salle 115, au bloc I. C'est là que les « clients » les plus acharnés venaient s'installer, dès l'aube, au cours de comptabilité et ne démarraient qu'après la dernière demi-heure liturgique, après avoir « avalé » les conférences d'histoire, de littérature, d'économie politique, de voyages ou de langues vivantes. Tout au moins pendant l'hiver, car les premiers beaux jours ont été aussi nocifs pour l'instruction que les premiers colis, comme le déclarait un prêtre intelligent et réaliste, l'ont été pour la ferveur religieuse.

J'ai conservé des conférences du camp un souvenir bien sympathique. Il y avait sans doute pour mon goût un peu trop de conférences religieuses, ce que je trouve maladroit, mais certaines étaient faites par des hommes fort éminents. Il y avait aussi des récits de voyages, des rapports d'expériences vécues, et j'ai toujours écouté de la manière la plus profitable les causeries faites par certains officiers coloniaux — de l'armée active, bien entendu — qui racontaient simplement, franchement, ce qu'ils avaient vu au Sahara, en Chine ou ailleurs. Ainsi se déployait devant nous le vaste monde, malgré les entraves que pouvait apporter la timidité de certains Français.

Nous avions au camp — camp d'officiers — des soldats, ordonnances ou travailleurs — pour qui l'on faisait des réunions particulières. Il y avait même des cours élémentaires, d'arithmétique en particulier, qui étaient suivis de la manière la plus touchante. Je dois dire que c'est l'une des choses les plus sympathiques que j'aie vues au camp, cette entr'aide constante entre les officiers et les soldats, camarades du même malheur. Je n'ai eu l'occasion de faire qu'une seule conférence pour les soldats, sur *Gibraltar, terre espagnole*, et cela a été, je vous prie de le croire, avec infiniment plus de plaisir que devant l'auditoire pourtant sympathique de mes camarades officiers.

Mais, si l'on veut rechercher l'utilité de ces « universités » — en mettant à part l'utilité, précieuse entre toutes, qui consiste à tuer le temps — où faut-il la voir ? Je crois que les seuls cours véritablement profitables sont les cours de langues vivantes. Outre ceux d'un professeur d'allemand, il y eut, bien

entendu, plusieurs cours d'allemand faits par des Français. Et des cours d'espagnol, d'italien, d'anglais, de russe, d'arabe. J'ai eu des camarades, prisonniers déjà dans l'autre guerre, qui ont appris deux ou trois langues dans leurs anciens camps. Cela est excellent. Pour le reste, il s'agit surtout de tuer le temps, et j'ai appris avec beaucoup de satisfaction qu'il y avait à mon camp (je n'y ai jamais assisté), un cours de pêche à la ligne, avec un seau d'eau pour les démonstrations.

Toutefois, ceux qui reviendront des universités des *oflags* auront au moins appris quelque chose. Ils auront écouté des gens qui ont voyagé, qui ont visité l'Europe et le monde, ils auront acquis quelque teinture des arts et des sciences. Même s'ils ont tout oublié, ils auront su que *cela existe*. Officiers d'active uniquement occupés de leur métier, officiers de réserve, industriels, commerçants, fonctionnaires, souvent oublieux de leurs années d'étudiants, ils retrouvent justement la vie de l'étudiant, la liberté de l'allure, les discussions parfois juvéniles, les curiosités universelles. On discute théologie, philosophie, politique, comme on peut le faire à dix-huit ans dans un lycée, et cela est bien. On retrouve — pour certains, on découvre — la culture désintéressée, dans ces grandes agglomérations d'hommes qui ressemblent à des collèges, avec cette jeunesse de l'esprit qui est celle de l'adolescence. Et la jeunesse retrouvée permet, précisément, d'oublier le temps qui passe, et l'absence, et l'exil.

*
* *

Dans tous les camps de prisonniers, *stalags* ou *oflags*, il y a une ou plusieurs cantines. C'est généralement une baraque de bois, assez vaste et chauffée l'hiver par des poêles. Dans l'un des camps où j'ai vécu, elle servait même de réfectoire (en trois services), ce qui évitait de vivre toute la journée dans les chambres, mais ce qui est, je crois, extrêmement rare, faute de place. Ailleurs, on y jette les lettres à la poste, on y vend des objets de toilette, parfois quelque nourriture en supplément, du lait, des fruits, on y donne des conférences ou des représentations théâtrales. Cela varie un peu suivant les camps.

Au camp de Soest, qui est un camp de casernes de pierre et de brique, il y avait deux cantines, la cantine-bazar et la cantine-taverne, établies dans des baraques en bois. A la première, on pouvait acheter toutes sortes d'objets utiles et inutiles, de la papeterie, du dentrifice, des lames de rasoir, du savon minéral, de la ficelle, des assiettes et des verres, des couverts et même des bocks de faïence à couvercle et des

miroirs et des jeux variés. Nonchalamment, le matin, de graves officiers supérieurs passaient à la cantine-bazar voir « ce qu'il y avait à vendre ». Ils y apportaient l'état d'esprit de la cliente des grands magasins, tentée par tout ce qu'elle aperçoit. Et ils revenaient avec des petits carnets ou des pots de crème de beauté, mais aussi des vases de grès à sujets militaires, des calendriers à images, et toute une provende hétéroclite dont ils se demandaient eux-mêmes, au bout de deux jours, ce qu'ils allaient en faire.

On ne vendait pas, là, de nourriture, les achats de ce genre (fruits, conserves de poissons, fromages blancs ou salades russes), étant faits de façon collective, et distribués dans les chambres une ou deux fois par semaine. Mais, au camp de Warbourg, nous buvions un ou deux litres de lait tous les matins.

La vraie cantine, toutefois, c'est la cantine-taverne. Nous n'y donnions guère que nos lectures à plusieurs voix de pièces de théâtre, disposant d'autres salles plus grandes pour les conférences et pour les représentations. Mais elle ouvrait deux ou trois fois par jour, il y avait deux ou trois fois par semaine un orchestre, et pour ma part, j'y retrouvais chaque soir quelques camarades d'autres blocs. J'y pense aujourd'hui avec sympathie. La longue baraque était meublée de quelques tables et de quelques bancs de jardin, mais aussi de tabourets, de chaises, et de tonneaux servant de petites tables. L'aspect général était celui d'un bar colonial dans quelque Sud marocain ou Sud-algérien. Guillaume Gillet avait peint sur les tentures noires du *black-out* (pardon, du *verdunklung* !), des images de jeux de cartes, rois, valets ou reines, traitées de façon humoristique, et l'as de cœur laissait voir les Champs-Elysées et l'Arc de Triomphe. Il avait dessiné aussi l'auteur de ces lignes en « joker », crieur d'une liasse de journaux où l'on pouvait lire : *je suis à Soest*. Depuis, je sais qu'il a inscrit sur le rideau du théâtre : « Lisez *Je suis parti*, organe de la libération nationale ».

C'est là que nous parlions, le soir ; c'est là que nous écoutions la radio, c'est là que prenaient naissance les bruits faux ou vrais, et beaucoup plus de faux que de vrai ! « Il paraît que Flandin a écrit à Untel que nous serions libérés dans deux mois... Untel a reçu une lettre de sa femme lui disant que... » Renseignement pris, Flandin n'avait écrit à personne, et la femme du camarade n'avait répété que quelque sottise sans importance. Mais pendant quelques minutes, on pouvait, parfois, rêver.

Nous buvions de la bière blonde, et aussi une bière brune extrêmement sucrée. Dans un camp, on nous avait vendu du

vin de Bulgarie et de l'admirable vin du Rhin. Dans un autre, au début, quelque produit de vignes locales, assez râpeux, puis, une fois ou deux par semaine, on distribua dans les chambres du vermouth italien. Qu'on se rassure : il y en avait généralement une bouteille pour huit, ce qui ne peut guère faire de mal. Les fins cuisiniers s'en servaient pour faire des sauces madère ou des sauces de civets sur quoi j'ai juré le secret.

Nous parlions du passé, et de l'avenir, beaucoup moins du présent. Les officiers supérieurs achevaient, pour la cent quarante-quatrième fois, de raconter leurs campagnes. Dans notre groupe, nous avions décidé de « ne pas parler de la guerre ». Il y avait bien quelques dissidents, vite rappelés à l'ordre. Nous préférions penser à ce que nous ferions plus tard et discuter de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Russie, — et de notre pays. Contrairement à ce qu'on croit, les prisonniers étaient bien informés de ce qui se passait. Et ils se plaignaient aussi que les lettres qu'ils recevaient fussent souvent assez vides et assez craintives.

Telles étaient nos soirées au camp de Soest où les longues heures de l'été allemand maintenaient le jour jusqu'à dix ou onze heures. Les soldats, ordonnances ou ouvriers, avaient aussi, dans les blocs, leur cantine. Ils avaient surtout un petit cabaret extrêmement amusant, où l'on tenait à extrême honneur d'être invité. Il y a vait là un orchestre, des chansonniers, des raconteurs d'histoires. Dans un grenier, quelques-uns avaient même fini par installer une fort jolie salle décorée de guirlandes, ornée de fresques horrifiques (dont l'auteur, avec la candeur des artistes, était ausi l'auteur de fresques pieuses), où l'on pouvait boire de la bière en écoutant des chansons peu orthodoxes et souvent même peu convenables. C'est ainsi que, de rien, naissait parfois l'illusion d'un cabaret montmartrois ou d'un café de Montparnasse, au milieu des barbelés, de l'espérance et de l'amitié.

*
* *

On sait que, dans les camps de prisonniers, presque tout de suite, des spectacles furent organisés par les prisonniers eux-mêmes, avec les moyens du bord. A Neuf-Brisach, en juillet 1940, nous étions 50.000, et Roland Dorsay avait constitué un jazz et joua *tous les jours* pendant un mois des spectacles de variétés fort amusants. Il est vrai qu'à cette époque, le travail n'était pas encore organisé et que la majorité des soldats n'avait pas grand'chose à faire. Par la suite, dans les stalags, bien entendu, l'organisation des loisirs dut s'intercaler dans les temps libres.

Lorsque je suis arrivé à Soest, je vis jouer naturellement, une revue. Il y avait une troupe du camp, un orchestre du camp. Mais bientôt, à côté de ces organismes officiels, patronnés par des officiers supérieurs, des initiatives un peu plus hardies se firent jour. La plus intéressante fut menée par quelques Compagnons Routiers, auxquels nos camarades et moi devons des heures admirables. Car ils rompirent avec les routines, et réussirent à nous présenter, non pas de ces spectacles dont on se dit qu'ils sont sympathiques à cause des circonstances, mais des spectacles qui seraient beaux *partout*, qui seraient beaux *ailleurs*. Aucun rapport, il faut le dire tout de suite, avec les revues touchantes et minables que l'on a pu voir jadis dans *La Grande Illusion*. Non, mais une ingéniosité une fraîcheur, une vitalité admirables, qui, je dois le dire, faisaient fort bien augurer des facultés d'invention de notre pays.

Je n'oublierai jamais, je suppose, ce *Mystère de Noël*, joué dans l'écurie du Bloc V — presque l'étable de Bethléem — où la veille on avait dit la messe de minuit. Le camp était couvert de neige. Notre pensée, est-il besoin de le dire, était ailleurs. Et nous étions réunis dans cette longue salle entre les piquets qui servaient à attacher les chevaux. Guillaume Gillet, qui est le fils de Louis Gillet, avait peint les décors, un arbre rose et blanc, dans le jardin d'Elisabeth, et une corde où séchait le linge traversait la scène. Le texte ravissant et frais avait été emprunté au récit de Timmermans *L'Enfant Jésus en Flandre ;* notre camarade Guy Raclet en avait fait l'adaptation scénique. La merveilleuse histoire se déroulait devant nous. A Bethléem surgissaient les patrons d'auberge que la Vierge venait supplier. Chacun tenait une enseigne dorée à la main. Puis, c'est le feu nocturne autour duquel attendaient les bergers, vêtus de cuirs et de fourrures (c'étaient des vestes d'aviateurs), et la marche à l'étoile, et le chant final. J'ai rarement vu quelque chose de plus beau et de plus émouvant.

Je sais qu'ailleurs, on a fait jouer la comédie moderne, qui offre toujours la difficulté de donner à des hommes des rôles de femme. Dans la farce, ou dans la féerie stylisée, les inconvénients sont moindres. Un jeune visage, encadré d'une coiffure interprétée, une voix assez douce font illusion quand on ne prétend pas faire croire à la présence d'une femme d'aujourd'hui. Les Compagnons Routiers avaient très bien compris cette nécessité. Et leurs costumes (il faut se servir des couvertures, des draps à carreaux bleus et blancs, sans les couper bien entendu) devenaient des créations ravissantes et parfaites.

Peu avant de partir, j'ai vu *La Jalousie du Barbouillé*, dans un beau décor de Guillaume Gillet, avec des masques, des chevelures de papier, des robes à panier, toute une imagerie burlesque et délicieuse. Et des pantomimes, des jeux, des chansons animées. J'ai su par mes camarades qu'ils allaient jouer *Knock*, qu'ils songeaient à Molière et à Shakespeare; je leur ai envoyé une farce de Jules Supervielle et des mystères du Moyen Age français. Ailleurs, on jouait aussi Molière, Musset, Beaumarchais ; ailleurs, François Vallery-Radot montait à Pâques une *Passion*, et tout cela, encouragé par les autorités des camps, permettait le départ vers les souvenirs et vers l'avenir.

Mais les Routiers, à Soest, n'étaient pas les seuls. Un spectacle est long à préparer : une lecture l'est un peu moins. Il y avait déjà un groupement des *Amis de la Musique de chambre* qui joua Bach, Debussy, Ravel ou Couperin (nous avions un premier prix du Conservatoire de violoncelle, Jacques Ripoche, parmi les soldats). Un jeune avocat, Jean Warot, et un normalien, Jean-Marie Duval, organisèrent un groupement parallèle des *Amis de la Poésie*. Tous les quinze jours, à la cantine, nous lisions à plusieurs voix des poèmes et des pièces de théâtre. On n'a pas besoin de costumes. Mais, avec un peu de musique, quelque présentation adroite, on peut ainsi faire connaître des pièces qu'il serait trop difficile de monter vraiment. Après une « présentation », on lit les scènes essentielles d'une pièce, reliées entre elles par les résumés du récitant. Le jeune docteur Baley lisait les rôles d'ingénues, Pierre Burkhardt les clowns de Shakespeare ou Madame Pernelle. Et moi-même, j'ai essayé de me souvenir de mon cher Georges Pitoëff dans *Hamlet*, et je fus à la fois le récitant et le droguiste d'*Intermezzo*, celui qui explique lui-même qu'il est chargé par la nature de « faire les transitions ». C'est ainsi que nous avons fait entendre *On ne badine pas avec l'amour*, *les Caprices de Marianne*, *Tartufe*, *L'Ecole des Femmes*, *Phèdre*, d'autres encore. Un jour, nous avons organisé une séance de musique et de poésie sur le XVIIIe siècle français, avec du Couperin, des vers des *Fêtes galantes*, et *Le Mariage de Figaro*. Un autre jour, une séance consacrée à la poésie européenne de la Renaissance unissait Pétrarque, Lope de Véga, Cervantès, Ponsard, d'autres encore, et quelques scènes de *Comme il vous plaira*. Depuis que j'ai quitté le camp, j'ai su qu'on a lu *Le Chandelier* et *Andromaque* et le *Procès de Jeanne d'Arc*. Tout cela avait un très grand succès. J'ai envoyé à mes camarades quelques pièces de Jean Anouilh. Et on put lire, dans un camp de prisonnier, *Y avait un prisonnier*...

Mais je crois bien que la présentation la plus réussie fut celle de l'*Intermezzo* de Giraudoux. Cette ravissante féerie de la vie provinciale, avec les petites écolières, les vieilles filles médisantes, l'inspecteur, les amours avec le spectre, le chœur des manilleurs et l'orchestre de la philharmonique, était sans doute ce qui pouvait le mieux nous rendre la France. Nous avions réglé avec beaucoup de soin le chœur final, où l'on oubliait que les rôles étaient lus par des garçons en uniforme, pour ne plus entendre que la prose la plus exquise de notre temps, et que la voix même de notre pays.

Ainsi, à travers les différentes formes que peut prendre le spectacle, théâtre, chant ou lecture animée, pouvions-nous ressusciter auprès de nous les plaisirs de notre jeunesse et reconstruire les abris de nos songes.

*
* *

Ainsi s'organisait cette vie étrange et vide, ponctuée seulement par l'appel unique de 5 heures, vie où nous n'avions pas de rapports avec nos gardiens, et où nous étions aussi libres qu'on peut l'être dans une enceinte de barbelés. Avec Laurent, tous les jours j'allais à la cantine, où nous bavardions. On nous vendait du vin de Bulgarie, et aussi du vin du Rhin. Le premier était médiocre, mais la première fois que nous en bûmes, après deux mois d'abstinence, nous fûmes émerveillés. Le second était délicieux, bien que fort cher. Nous buvions aussi de la bière, la blonde qui est amère, et la brune qui est très sucrée. Nous bavardions, et nous écoutions le jazz. J'ai passé là des heures charmantes, un peu semblables à celles que l'on peut passer dans un cantonnement paisible, oublieux de la captivité.

J'ai beaucoup de reconnaissance au jazz. Il avait été formé par de jeunes officiers pleins d'entrain, à qui l'on avait permis d'acheter à Warbourg des instruments de musique. Point de musique, bien entendu, que celle de leur mémoire. Alors, ils avaient reconstitué tous les airs de notre avant-guerre, les gais et les mélancoliques, et, quand les pluies précoces rayaient déjà les vitres, ils faisaient monter autour de nous les images charmantes de notre passé. C'était délicieux, un peu poignant, et nous fermions les yeux, et nous oubliions les uniformes, et nous avions l'impression d'être dans une sorte de refuge de montagne, au décor un peu rude, mais propre, après une journée au grand air.

Car il y avait le grand air. Les premières journées de septembre étaient douces, et même chaudes, après un mois d'août pluvieux et froid. Sur l'herbe courte, nous nous cou-

chions, vêtus d'un slip, et nous nous brunissions comme en vacances. Un petit officier polonais (il y avait au camp une cinquantaine d'officiers polonais pris sur le front de France) passait sa journée à peu près nu, le nez sur un manuel de géographie découvert on ne sait où, et essayant d'affermir ses notions de français. Nous étions vacants, et en vacances. Nous lisions le *Volkischer Beobachter* et la *Kolnischer Zeitung*, et nous n'avions à peu près pas de nouvelles de nos familles. Les premières lettres étaient bien arrivées, mais encore très rares, et les vaguemestres avaient une mauvaise réputation. Les premiers colis étaient encore plus rares, et ne faisaient aucunement partie de la vie quotidienne, comme on le verrait par la suite.

*
* *

Nous n'avions pas d'alcool, ni d'essence. Mais j'ai découvert l'usage des journaux. Nous en avions des allemands, des belges, des français. Au début surtout, ils étaient encore assez épais. Les belges, je ne sais pourquoi (l'encre, sans doute), dégageaient une fumée grasse et désagréable. Les allemands étaient meilleurs, car ils étaient plus abondants. Entre deux briques, on fait un foyer élémentaire, et on pousse dessous des bandes de papier. Il suffit d'un seul numéro de *Das Reich* pour faire bouillir une casserole d'eau. Avec deux *Volkischer Beobachter*, on peut se préparer un cacao, ou bien, d'une boîte de sardines à l'hile, versée dans une poêle, fabriquer des sardines grillées aussi bonnes que si elles venaient d'être pêchées. Au prix d'yeux en larmes et d'une épaisse fumée qui nous obligeait à ouvrir grandes les fenêtres, j'ai fait, dans la chambre du camp, une cuisine du tonnerre de Dieu, du riz à l'Espagnole, des ragoûts variés. D'autres camarades, plus ingénieux, s'étaient fabriqué, je le sais, des réchauds, avec de vieilles boîtes de conserve et des lacets de chaussures en guise de mèches, qui fonctionnaient à la margarine, à la graisse, voire au cirage. L'un d'eux en avait imaginé un énorme, ne noircissant pas les casseroles, avec sept mèches. On venait l'admirer des chambres voisines, et on le montra à notre exposition d'art (tout court) et d'art ménager. J'y ai vu faire un cassoulet à partir non pas de la boîte de conserves, comme nous l'avons tous pratiqué, mais à partir du haricot cru, et on n'eut pas besoin de le « recharger ». J'y ai vu composer, en grand secret, un civet magnifique qui avait pour base un jeune matou imprudent, que l'on assomma un beau soir à coups de tabouret, tandis que deux aides-bourreaux dansaient la gigue en sabots et

jouaient de l'harmonica pour couvrir par le bruit les cris du supplicié. Mais j'amais mieux, pour ma part, le procédé simple du combustible journalistique.

***

Si je raconte cela aujourd'hui, ce n'est pas, on s'en doute, pour peindre sous des couleurs trompeuses et roses la vie dans les camps. Nous n'allions pas de banquets en banquets et de gourmandises en gourmandises. Mais, de temps à autre, dans nos journées sans soleil, l'ingéniosité reprenait le dessus, et la camaraderie. Ce sont ces vertus que je ne voudrais pas oublier tout à fait. La cuisine des camps était pleine d'enseignements et, depuis Brillat-Savarin tous les gastronomes sont philosophes. Sur nos réchauds à graisse ou à papier, si, une fois ou deux par semaine, nous rassemblions les colis de chacun, nous apprenions autres chose qu'un plaisir passager.

Pour moi, dans cette chambre où je vivais, où j'avais mis au-dessus de mon lit les images des miens, j'ai passé quelques heures penché au-dessus d'un feu de papier, dans la fumée un peu âcre, et je ne les oublierai pas. Essayant de ressusciter, par les moyens du bord, les sardines grillées de mes ports de vacances, le riz à l'espagnole de mes voyages, de fabriquer des sauces madère avec des bouillies pour enfant en bas âge et du vermouth allemand, je ressuscitais en même temps une jeunesse d'étudiant et un peu de bohème. Mais la jeunesse et la bohème sont les deux seuls moyens de décorer la vie.

ROBERT BRASILLACH.

Le gérant : Maurice BARDECHE.

Société d'Exploitation de l'Imprimerie DAVY,
53, rue de la Procession, Paris (15e).

Dépôt légal : 3e trimestre 1954.

du
ède

ute,
vie
neta
tre,
sus,
pas
sel-
sont
une
de
ger.
mis
uel-
la
de
s de
ges,
fant
ème
Mais
de

L'

1